

N° 2681
58^e année
du 21 au
27 juillet 2005
Prix : 3 □ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE 2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

**Dans notre numéro
d'Août 2005
(sortie le 28 juillet)
notre dossier :
**POURQUOI
LA MONARCHIE****

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 5

POLITIQUE FRANÇAISE

– Jusqu'où les prix
du pétrole vont-ils monter ?
par Henri LETIGRE

– La France qui doute
par Guillaume CHATIZEL

– Lettre d'Olympie
par le général
Jacques le GROIGNEC

Page 4

OUTRE-MER

– Il était une fois
l'Inde française
par Pierre PUJO

– Les feux s'éteignent
sur Clipperton
par Hubert JUET

Pages 6 et 7

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– Monaco fête en famille
son nouveau souverain
par Michel FROMENTOUX

– France-Algérie :
les conditions d'une entente
par Pierre PUJO
– Lettre de Serbie
par Gérald BEIGBEDER

Pages 8 et 9

ARTS-LETTRES- SPECTACLES

– La Palatine
d'un siècle à l'autre
par Michel FROMENTOUX

– Journée de lecture :
Paul Morand romancier
par Pierre LAFARGE

– Fajardie
a toujours bien du talent
par Anne BERNET

Page 10

LE TRÉSOR DE L'A.F.

La Révolution française
de Pierre Gaxotte
par Michel FROMENTOUX

Page 12

HOMMAGE

– L'Algérie française
toujours persécutée
par Pierre PUJO

**Prochains numéros de
L'ACTION FRANÇAISE
2000**

– 28 juillet
(daté d'Août 2005)
– 25 août
– 1^{er} septembre
En vente
dans les kiosques

UN RÉGIME INCAPABLE DE SE RÉFORMER

POURQUOI LES FRANÇAIS SONT MOROSES

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

Islamisme : Un danger planétaire



Le bus détruit à Londres
par les terroristes

Selon le dernier bilan officiel, les attentats de Londres (7 juillet) ont fait 56 morts et 700 blessés et disparus. « Le nombre véritable des morts ne dépassera pas la centaine » dit le chef de Scotland Yard, plus réaliste. En effet, parmi les "disparus" se trouvant toujours sous les décombres, il n'y a aucune chance que l'on retrouve des vivants, et 80 blessés se trouvaient encore ce dimanche (17 juillet) dans un état critique, voire parfois désespéré.

Terrible et inqualifiable crime qui n'est, hélas, pas le premier et ne sera, certainement, pas le dernier commis par ces assassins fa-

natisés, aveuglés que l'on appelle islamistes qui trahissent même leur religion et menacent de nombreux pays.

La réalité des faits

Les attentats du 7 juillet étaient parfaitement planifiés. Selon les spécialistes, il aurait fallu au moins une trentaine de personnes pour les concevoir, les organiser, fabriquer des explosifs, les acheminer, planifier les crimes et, enfin, les exécuter.

Puisqu'il est inconcevable que la police ait été courant et laissé faire, force est de constater qu'elle

ignorait tout. Constatation qui n'est pas à l'honneur des fameux MI5, MI6 et de Scotland Yard, fiertés du gouvernement de sa Gracieuse Majesté et cités souvent comme des exemples.

Des quatre auteurs directs, trois étaient des jeunes gens d'origine pakistanaise, nés en Grande-Bretagne, d'un niveau culturel élevé, parfaitement intégrés comme on dit, officiellement inconnus des services de police – mais faut-il les croire ? – d'apparence "normale", d'une terrible banalité. Ni victimes du chômage, ni d'aucune injustice. Le plus âgé, la trentaine, était marié, père d'un enfant et en attendait un second. Une famille heureuse et sans histoires. Le quatrième criminel était un converti venu des Caraïbes.

Ces constatations recoupées, mises ensemble, devraient faire sérieusement réfléchir sur quelques clichés que les bien-pensants nous font servir.

Après quelques hésitations et la revendication officielle du for-

MENSONGE HISTORIQUE

Dans les relations faites par les médias de l'hommage rendu le 17 juillet aux victimes juives de la rafle du Vel d'Hiv en 1942, on cherche en vain la mention des Allemands. Dominique de Villepin a stigmatisé les « 4.500 policiers et gendarmes français » qui ont procédé aux arrestations sur l'ordre du gouvernement de Vichy. Mais aucune mention des autorités allemandes, toutes-puissantes en France à l'époque, qui avaient exigé la livraison de 30.000 juifs et ne mirent la main que sur 12.884 d'entre eux en raison de la mauvaise volonté des dirigeants français à participer à l'opération.

Aucun rappel de la demi-liberté dont bénéficiait le gouvernement de Vichy et de l'obligation où se trouvait la police française en zone occupée d'obéir aux injonctions allemandes. Rien n'a

été dit de l'ignorance dans laquelle nos dirigeants et la police française étaient des camps d'extermination. Le général Oberg prétendait qu'un État juif allait être créé en Pologne...

Il est vrai que Villepin n'a fait que reprendre la thèse avancée par Chirac il y a dix ans, proclamant la responsabilité de l'État français et de la France dans la déportation des juifs, ce que les précédents présidents de la République avaient toujours refusé de reconnaître.

Ainsi accrédite-t-on une version fautive d'un épisode dramatique de l'Occupation. On escamote les responsabilités allemandes pour charger les autorités françaises de l'époque. La réconciliation franco-allemande exige-t-elle de perpétuer un mensonge historique au détriment de la France ?

A.F.

(suite page 7)
Pascal NARI



LUXEMBOURG : LE SPASME D'UN MACCHABÉE

Les Luxembourgeois ont cédé au chantage de leur Premier ministre qui menaçait de démissionner si le "non" l'emportait au référendum du 10 juillet sur la Constitution européenne. Ils ont ratifié celle-ci avec 56 % des suffrages. Soutenu par la quasi-totalité des partis, Jean-Claude Juncker a gagné son pari.

Il reste que ce succès du "oui" est maigre dans un petit pays (450.000 habitants) qui a largement bénéficié de la "construction européenne" et qui est devenu non seulement le siège de plusieurs institutions communautaires, mais une place financière attrayante. Grâce à "l'Europe" le Luxembourg occupe dans l'Union une place sans commune mesure avec sa taille.

Si les "non" ont été aussi nombreux, c'est qu'il ont exprimé les inquiétudes de bon nombre d'habitants qui craignent d'être "noyés" dans un grand ensemble européen du fait de l'élargissement et de perdre leurs avantages sociaux. Leurs motivations se rapprochent de celles du non français. Ajoutons qu'ils voient avec appréhension s'accroître la proportion d'étrangers (40 % de résidents et de frontaliers) et craignent de

perdre leur identité. Beaucoup de ceux qui ont voté "oui" partagent cette préoccupation avec les "non".

M. Juncker pavoise et annonce : « **le traité constitutionnel n'est pas mort** », et fanfaronne : « **Nous avons bel et bien cassé la tendance du "non", le traité reste à l'ordre du jour.** » Et de prévoir qu'il va obtenir un nouveau vote – favorable celui-ci – en France et aux Pays-Bas...

Le Premier ministre luxembourgeois, tout à sa marotte européenne, se nourrit d'illusions. La Constitution est bel et bien morte et le référendum luxembourgeois n'est que le spasme d'un macchabée. Huit pays ont suspendu la procédure de ratification, par référendum ou par voie parlementaire, qu'ils envisageaient, Grande-Bretagne, Pologne, République tchèque, Portugal, Irlande, Danemark, Finlande et Suède. Non seulement les gouvernements craignent d'être mis en minorité, mais ils se demandent à quoi bon faire voter les électeurs sur un texte dont on sait d'ores et déjà qu'il ne s'appliquera pas. Que M. Juncker garde pour lui son idéologie. L'Europe, pour être viable, doit être construite sur d'autres bases.

Pierre PUJO

POLITIQUEMENT INCORRECT

● **SAMI NAÏR**, professeur à Paris VIII, souligne dans une tribune publiée par *LIBÉRATION* (28/06/05) que l'Union européenne « **n'a pas de projet. Ou plutôt, elle n'a pas d'autre projet que celui d'une Europe grand marché, ultra libérale, dont le leitmotiv de la politique de concurrence à outrance imposée par la Commission de Bruxelles est en fait le symbole le plus éloquent. D'une certaine façon, Tony Blair a raison : il veut une Europe libérale conforme à la politique libérale de la Commission.** ». La Constitution européenne – en dépit de certaines déclarations "sociales" – ne fait qu'institutionnaliser le libéralisme et le libre-échangeisme. Si l'on rejette l'un et l'autre, il faut donner d'autres bases à l'Europe en cherchant à faire converger les intérêts nationaux au lieu de chercher à les escamoter comme on l'a fait jusqu'à maintenant au nom d'une idéologie.

● **DEVANT** les insultes proférées par le président algérien Bouteflika à l'encontre de la France, le *LIBRE JOURNAL* de Serge de Beketch (9/07/05) réagit : « **...de même que les Juifs interdisent de dire que la France est, avec la Bulgarie, les pays occupés où ils ont été les mieux protégés, de même ils continueront, eux, Algériens à nier contre tout bon sens que cent trente ans de présence française ont transformé un désert pour bergers pailleux en pays moderne, qu'ils ont reçu ce trésor sans aucune contrepartie, le jour de l'indépendance, y compris le pactole pétrolier et gazier qu'ils nous vendent aujourd'hui au prix fort alors que, sans nous, ils ne sauraient même pas qu'il existe.** » Heureusement, il y a beaucoup d'Algériens, hors des sphères officielles qui reconnaissent ce qu'ils doivent à la France.

● **MICHEL BARNIER** se console comme il peut dans *LE FIGARO* (16-17/07/05) de l'échec de la Constitution européenne qui représentait, selon lui, « **un élan et une ambition** » rassemblant les vingt-cinq pays de l'Union européenne. « **Je garde pourtant la conviction, poursuit-il, que cet élan et cette ambition commune renaîtront, d'une manière ou d'une autre, tôt ou tard. Car le projet européen reste le destin et l'horizon naturel des peuples du continent pour la paix, pour la sécurité, pour la prospérité.** ». Quels que soient les démentis des événements, M. Barnier continuera à professer sa foi européenne. De tels idéologues sont dangereux.

Jacques CEPOY

Jusqu'où les prix du pétrole peuvent-ils monter ?

Le gouvernement français dans sa préparation du budget 2005 a choisi de retenir un baril d'or noir à 35 \$. Or depuis 2003, et le début de la guerre en Irak, le prix du pétrole ne cesse de croître. En deux ans son cours a été multiplié par près de 3 (de 23 \$ pour le Brent britannique à

Seule l'Europe et la France refusent d'anticiper un événement qui apparaît incompréhensible à un continent victime de sa langueur économique.

plus de 60 \$ aujourd'hui !). Même un "euro fort" n'a pas empêché les prix à la pompe d'atteindre dans certaines stations l'équivalent de 10 francs ! Heureusement que la monnaie unique devait nous protéger des chocs pétroliers... Ces récentes hausses de la première source d'énergie mondiale s'apparentent aux deux précédents chocs, mais diffèrent sur les points les plus caractéristiques.

Économies pétro-dépendantes

Le premier point commun avec les chocs de 1973 et 1980 est lié au contexte géopolitique. L'envolée des prix est déclenchée par une guerre, celle du Kippour en 73, la guerre Irak-Iran en 80, l'invasion et l'occupation de l'Irak par la coalition américano-britannique en 2003-2005.

Le deuxième point commun est apparemment une crise de l'offre : les prix augmenteraient parce que les combats proches des principaux centres de productions de pétrole empêcheraient de fournir autant d'énergie que la demande mondiale n'en aurait besoin.

En réalité, les besoins en énergie sont dans les trois cas le troisième point commun. L'offre est certes perturbée par des éléments conjoncturels (guerres, grèves, boycotts ou attentats), mais ces événements, relativement limités au niveau géographique n'auraient pu à eux seuls engendrer une hausse aussi durable du baril. En 73 et 80, après 30 ans de croissance très forte, l'Occident est devenu "énergivore". Toutes les économies sont "pétro-dépendantes" : multiplication des déplacements automobile, chauffage urbain adapté aux gigantesques villes qui absorbent l'exode rural, suréquipement en électroménager consommateur d'électricité d'origine pétrolière à l'époque, invasion du plastique dans les nouvelles formes de consommation, etc. Aujourd'hui, si la demande est toujours aussi importante : généralisation des climatiseurs, étalement des zones urbaines qui allongent la distance domicile-tra-

par
Henri LETIGRE

vail, multiplication des lignes aériennes, nouvelles générations de produits consommateurs d'électricité : TGV, informatique, portables, sèche-linges et autres biens chers au "confort moderne", etc. elle a en fait changé de nature. Des points communs passons aux points divergents.

Nouvel âge énergétique

Nous entrons dans un nouvel âge énergétique que les décideurs politiques européens et Français n'ont pas anticipé ! La demande, qui entraîne cette hausse aussi importante des prix est désormais mondiale. En 73 et en 80 elle était uniquement "occidentale" (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Japon "l'extrême occident de l'Extrême Orient") soit à peine 15 % de l'humanité, désormais c'est 85 % de la planète qui est concernée par la surconsommation énergétique. Toutes les projections démontrent que si les Chinois atteignent le niveau de gaspillage des États-Unis, une deuxième planète serait nécessaire pour permettre à la "civilisation de l'américan way on life" de se perpétuer. L'Inde en nécessitera une troisième, et ainsi de suite...

L'autre caractéristique divergente est historique. Les années 70 représentaient la fin d'une époque, l'achèvement des Trente glorieuses. Le début du troisième millénaire marque la naissance d'une nouvelle ère : celle de la "globalization", c'est à dire le départ d'une croissance mondiale vertigineuse où la majeure partie de l'humanité bascule du sous-développement au stade de la "société de consommation de masse". Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) ont créé des raccourcis économiques, que les industries traditionnelles développent dans le tiers monde, à la suite des indépendances, interdisaient.

La demande de pétrole est donc appelée à croître. Même si les moyens techniques permettront d'atteindre des nappes autrefois inaccessibles, l'étendue des réserves ne sera plus adaptée à une demande sans limite. Le monde entier se prépare à cette échéance. Bush prend le contrôle des derricks en Irak et menace l'Iran, la pression sur la Corée du Nord dépourvue de pétrole est beaucoup plus réduite, Poutine s'empare des sociétés pétrolières russes qui échappaient à ses oligarques, la Chine s'apprête à acheter une société pétrolière américaine, etc.

Reconsidérer le tout-nucléaire

Seule l'Europe et la France refusent d'anticiper un événement

qui apparaît incompréhensible à un continent victime de sa langueur économique. Comment imaginer un accroissement de la demande d'énergie, alors que la croissance tourne au ralenti ? 2004 est une année sans croissance dans la zone euro alors que c'est l'année record au niveau mondial. L'avenir nous commande de concevoir enfin une source d'énergie nationale (alcool à base de sucre, compléments oléagineux, etc.) permettant d'offrir à nos agriculteurs de nouveaux débouchés compensant la fin annoncée de la PAC et des réserves d'or noir. Le tout nucléaire, à l'aube de l'ère du terrorisme nihiliste, est à reconsidérer avant qu'il ne soit trop tard.

CONCOURS LITTÉRAIRE

Comme chaque année depuis un demi-siècle, le concours littéraire de La Renaissance Aquitaine sera ouvert dès parution de cette annonce, pour être clos le 30 octobre 2005. Tous les genres sont admis : Poésie, Roman, Nouvelle, Essai, Chroniques, en française et l'angue d'O.

Le règlement doit être demandé, contre, obligatoirement, une enveloppe timbrée et adressée pour la réponse, chez le Président :

Alexis Arette, quartier La Carrère, 64230 Momas.

L'ACTION FRANÇAISE

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

• Directeur : **Pierre Pujol**
• Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
• Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
• Politique étrangère : Pascal Nari
• Chronique militaire : Bernard Guillerez
• Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
• Enseignement, famille : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique
• Sciences et société : Guillaume Chatizel,
• Outre-mer : Pierre Pujol
• Médecine : Jean-Pierre Dickès
• Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
• Arts-lettres-spectacles : Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
• Cinéma : Alain Waelkens
• Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
• Art de vivre : Pierre Chaumeil
• Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
• Maquettiste : Grégoire Dubost
• Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

POURQUOI LES FRANÇAIS SONT MOROSES

De nombreux commentateurs ont brocardé M. Chirac pour l'inconsistance de ses propos dans son entretien télévisé du 14 juillet. Ses déclarations, qui baignaient dans une euphorie de commande, ont néanmoins comporté une appréciation nouvelle du "non" exprimé par les Français le 29 mai : « **Ce message** [du référendum], a déclaré le chef de l'État, **n'est pas le message d'une France morose, qui aurait baissé les bras** ». Et d'estimer qu'à partir de là, « **l'on peut trouver l'impulsion qui s'impose** ».



PAR
PIERRE PUJO

Vitalité de la France

La victoire du non aurait donc eu un côté positif ? Nous sommes heureux de l'entendre dire par M. Chirac. De fait, face au danger de verser dans l'abdication nationale, les Français se sont ressaisis, et, en dépit de la quasi-totalité des autorités politiques, économiques, sociales, religieuses qui préconisaient le "oui", ont affirmé leur volonté de conserver la maîtrise de leurs destinées. Prodigueuse réaction, surgie des profondeurs du pays, qui est un signe non de déclin, mais de vitalité. Certains ont voulu voir dans la victoire du "non" un facteur d'affaiblissement pour la France. Mais M. Chirac leur répond maintenant : « **J'ai puisé fortement dans le message des Français du 29 mai une énergie, une ambition nouvelles.** »

Il est évidemment dommage que le président de la République qui est constitutionnellement le « **garant** » de l'indépendance nationale se soit trouvé dans le camp de ceux qui voulaient la larguer, ait même été l'agent principal du projet de Constitution européenne qui abolissait notre souveraineté... Il est également dommage qu'il n'ait pas tiré les conséquences du "non" dont il reconnaît aujourd'hui les aspects positifs, par exemple en faisant entrer des personnalités souverainistes (de gauche comme de droite) dans une sorte de gouvernement d'union nationale. Les électeurs qui avaient voté "non" se seraient sentis compris. Au lieu de quoi M. Chirac leur a proposé une nouvelle équipe ministérielle à l'image de la précédente... On comprend la morosité actuelle des Français.

On déplore enfin que M. Chirac n'ait proposé depuis le 29 mai aucune orientation nouvelle conjuguant la défense rigoureuse des intérêts nationaux et une coopération renouée avec nos partenaires européens. Il a donné au contraire le sentiment qu'il essayait de gagner

du temps avant que l'on reprenne certains éléments de cette damnée Constitution européenne, ce que l'ambassadeur Pierre Maillard appelait récemment traiter la Constitution « **à la découpe** », ainsi qu'on le fait dans les immeubles d'habitation...

L'occasion manquée

S'ils continuent à croire en la France, nos compatriotes ont des raisons d'être moroses et sceptiques à l'égard du pouvoir actuel quand ils jettent un regard en arrière. Au printemps 2002, toutes les conditions politiques paraissaient réunies pour opérer des réformes trop longtemps différées. Jacques Chirac venait d'être réélu avec 82 % des suffrages ; une majorité pléthorique entraînait au Parlement pour le soutenir. La gauche secouée par l'échec de Lionel Jospin à l'élection présidentielle était assommée. M. Chirac a manqué de saisir l'occasion et s'en est remis à un Raffarin plus préoccupé de "communiquer" que d'agir. Pourtant, c'est à ce moment-là qu'il eût fallu abroger la loi sur les 35 heures, obstacle à l'embauche, prendre toute mesure nécessaire pour ranimer le marché de l'emploi, montrer de l'audace pour combattre l'immigration clandestine et remettre de l'ordre dans les banlieues anarchiques. Les "cent jours" que se donne M. de Villepin pour remédier au chômage, c'est M. Raffarin qui eût dû en lancer le pari. Le gouvernement disposait alors d'une autorité qu'il n'a plus aujourd'hui pour braver l'inévitable impopularité qui accompagne toute réforme (parce qu'elle dérange des habitudes et remet en cause des avantages acquis).

Il est permis de s'interroger sur les causes de l'indécision de MM. Chirac et Raffarin en 2002. Manque de volonté de leur part ? Peur

d'indisposer la gauche et d'affronter les syndicats ? Mais les maîtres du pouvoir ne disposaient-ils pas alors de larges assises "démocratiques" que leur avaient procurées les récents scrutins ? On est bien obligé de poser la question d'un régime politique paralysant le gouvernement pour opérer des réformes et incapable de se réformer lui-même. L'institution du quinquennat devait mettre fin aux périodes de cohabitation et renforcer l'unité du pouvoir autour du président. Son efficacité a été nulle, et nombre de républicains en viennent aujourd'hui à vouloir instaurer une autre république...

Sarkozy insulte Louis XVI

Pour ne rien arranger, la lutte pour la première place dans l'État s'envenime. Nicolas Sarkozy, fort de la popularité qu'il s'est acquise au sein de l'U.M.P., multiplie les insolences à l'égard du président de la République. Celui-ci avait déclaré l'an dernier que le chef d'un parti ne pouvait exercer en même temps une fonction ministérielle, car ce serait contraire à "l'esprit des institutions". Il a tout de même fait de M. Sarkozy le numéro deux du nouveau gouvernement, et le ministre de l'Intérieur jette un défi permanent au chef de l'État. On voit mal comment cela pourrait durer encore en deux ans, jusqu'à l'élection présidentielle.

Le 14 juillet, M. Sarkozy a tenu sa "garden-party" en même temps que celle de M. Chirac et reçu la presse au moment où se déroulait la traditionnelle intervention télévisée du chef de l'État. Il s'est même permis de comparer M. Chirac à Louis XVI s'occupant de réparer des serrures à Versailles tandis que l'émeute grondait à Paris et égorgeait le gouverneur de la Bastille. Une comparaison fautive qui atteste de l'inculture historique de M. Sarkozy. Si le roi a inscrit « **rien** » sur son carnet le 14 juillet, c'est parce qu'il n'avait rien pris à la chasse. À l'époque, il se livrait chaque jour à son sport favori comme un président américain fait son "jogging" quotidien ! (1).

(1) *Saluons la réfutation du propos de Nicolas Sarkozy publiée sous la plume de Jean-Claude Maurice, éditorialiste du Journal du Dimanche (17/7/2005). S'appuyant sur le Louis XVI récent de Jean-Christian Petitfils (Perrins Éditions), il souligne l'injustice du rapprochement opéré par le ministre de l'Intérieur.*

Impôts

L'association *Les contribuables associés* a fêté le 16 juillet le « **jour de libération fiscale** », pour rappeler que les Français ont travaillé 196 jours sur 365, soit jusqu'au 16 juillet, pour financer les dépenses publiques. L'association rappelle en effet que les prélèvements publics ont représenté en 2004 53,60 % du Produit Intérieur brut. Par comparaison, la "libération fiscale" des Allemands est intervenue le 19 juin, celle des Anglais le 11 juin et celle des Espagnols le 25 mai.

Karcher

L'immense majorité des habitants des cités aspirant à y vivre en paix, auront sans doute apprécié que Nicolas Sarkozy parle de « **nettoyer** » la cité. Mais au-delà des gesticulations et des mots, le ministre de l'Intérieur a commencé par liquider dans les cités la police de proximité mise en place par ces prédécesseurs. Pire encore, il n'a toujours pas publié les décrets d'applications de sa grande loi sur la sécurité intérieure de 2003, qui n'est donc toujours pas opérationnelle...

Irak

Les habitants des prisons irakiennes se demandent encore ce qui différencie l'après-Saddam de l'avant-Saddam. Car de l'aveu même du porte-parole du gouvernement irakien, Leith Koubba, des membres de ses forces de sécurité sont responsables d'actes de torture dignes de ceux pratiqués autrefois par le régime de Saddam Hussein...

Irak bis

Après que Bush a confirmé qu'aucune date n'était prévue pour retirer ses 135 000 GI's, Donald Rumsfeld a estimé qu'il fallait regarder l'Irak « **avec un œil frais d'un point de vue militaire** ». Est-ce à dire qu'après 2 ans de guerre et un an de transfert de pouvoir aux Irakiens, il faut recommencer la guerre ?

Agriculture

Après avoir baissé de 0,8 % en 2003, les revenus des agriculteurs français ont diminué de 1,6 % en 2004. Et ce n'est qu'un début. Tony Blair, qui préside pour 6 mois l'Union européenne, ne dissimule pas son envie de réformer la PAC en profondeur : « **Un budget moderne, ce n'est pas un budget qui, dans dix ans, sera encore consacré à hauteur de 40% à la PAC** ». Pour soigner son électorat agricole, Chirac fait mine de s'en étonner, mais il sait bien qu'en décidant d'élargir l'Europe à vingt-cinq pays, il condamnait la PAC et les paysans français.

Illettrisme

L'illettrisme progresse à grands pas dans le pays ... et jusque chez les enseignants ! En témoigne le sujet de français du brevet des collèges qui présente un texte de George Sand en orthographiant Georges avec un S et prétend qu'elle vivait « **au bord de la Loire** » alors que sa propriété en était éloignée de plusieurs dizaines de kilomètres.

Guillaume CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

LA RIVIÈRE A SEC ?

Nous l'avons souvent dit, mais on ne le répètera jamais assez : le journal **L'ACTION FRANÇAISE 2000** est le pilier central du mouvement d'Action française ; C'est lui qui définit sa position face aux événements, et il le fait non pour flatter des humeurs ou pour servir des intérêts électoraux mais en fonction du seul intérêt national. C'est d'abord par le journal que vit l'école de pensée dont les bases ont été établies par Charles Maurras. Notre méthode de pensée nous permet

de porter un regard juste sur l'évolution de la vie politique, sociale et économique du pays et d'intervenir dans les grands débats intellectuels. C'est par le journal que l'Action française, mois après mois, a donné aux Français des raisons nationales de voter "non" au référendum.

C'est aussi par le journal que subsiste le Centre royaliste d'Action française, qui est le point de ralliement des amis et sympathisants d'A.F.

Alors, nous demandons instamment à tous ceux qui veu-

lent que l'A.F. vive et qu'elle rayonne davantage de nous apporter leur aide financière : **60.000 EUROS** nous sont indispensables. Les mois d'été sont pour nous les plus durs à passer car ils correspondent aux basses eaux financières. Apportez du liquide à la rivière de la souscription. Ne laissez pas son lit s'assécher !

Pierre PUJO

N.B. – Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio. L'A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 12

Virements réguliers : "attachement fidèle", Marius Guigues (2 mois), 10,68 ; Vincent Claret-Tournier (2 mois), 30 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{le} Hélène Revol, 15,24 ; Gilles Bourgeois, 15,24 ; G^{al} Jacques le Groigne, 15,24 ; M^{me} Bernard Gancel, (3 mois), 45,43.

M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Paul Peters, 30,49 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Jacques Bentégeat, 53,36.

André Jean, 20 ; M^{me} Monique Journu, 45 ; Pierre Touvenel, 50 ; M^{me} Monique Labadie, 50 ; Jacques Peyramaure, 100 ; M^{me} Anne-Marie Defosse de Lanascot, 40.

Total de cette liste :	584,82
Listes précédentes :	18.402,64
Total :	18.987,46
Total en francs :	12.453,08 F

Il était une fois l'Inde française

Pondichéry, Chandernagor, Yanaon, Karikal, Mahé, ces cinq "Comptoirs" français de l'Inde, tous les petits Français devaient autrefois en apprendre la liste par cœur. Leurs syllabes chantantes évoquaient des villes mystérieuses et merveilleuses au sein d'un sous-continent indien qui faisait rêver.

Les Comptoirs français de l'Inde ont été abandonnés en 1954 sans que les référendums prévus aient été organisés.

La France y était installée depuis 1673. Dupleix y avait fondé un empire au XVIII^e siècle en faisant apprécier la civilisation française aux potentats locaux mais il n'avait pas reçu de la métropole le soutien nécessaire et les Anglais l'avaient vaincu. Lally-Tollendal, Bussy, Suffren avaient par la suite défendu et consolidé les positions françaises. Les traités de 1815 rendirent à la France les cinq Comptoirs que les Anglais, en guerre contre Napoléon, nous avaient chapardés.

En 1954, cela faisait près de trois siècles que Pondichéry et les autres comptoirs étaient devenus français. Les 320.000 habitants, la plupart d'origine indienne, étaient imprégnés de culture française, tout en étant attachés à leurs traditions. Une symbiose qui s'est manifestée souvent dans les colonies françaises. Durant la Seconde Guerre mondiale, les Français de l'Inde s'étaient engagés nombreux dans les forces de la France combattante pour libérer la mère-patrie. Depuis lors, beaucoup continuaient à servir dans l'armée française.

Un dossier substantiel

Dans cet ouvrage, qu'il signe avec Philippe Randa, Michel Gaudart de Soulages évoque à travers des souvenirs familiaux mais aussi personnels, l'aventure de l'Inde française. Il fait revivre une foule de personnages, dont il montre les visages dans de nombreuses photographies. Il appartient lui-même à une vieille famille française établie là-bas au XVIII^e siècle. Il a ouvert largement ses archives et réunit ici une quantité de documents précieux pour la connaissance de l'Inde française. L'ensemble forme un dossier substantiel qui servira de référence aux historiens futurs.

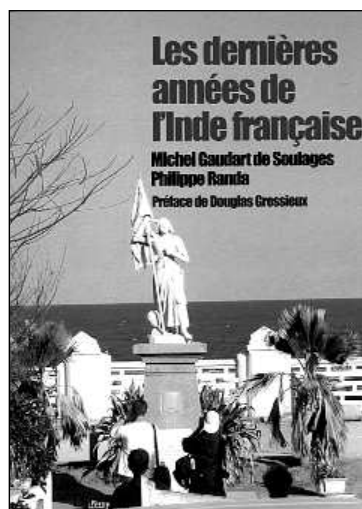
Une histoire pitoyable

L'histoire des dernières années de l'Inde française est pitoyable

par
Pierre PUJO

et n'est guère à l'honneur des dirigeants français de l'époque. Les Anglais ayant mis fin à l'Empire des Indes en 1947, le gouvernement indien exerça de fortes pressions pour abolir la souveraineté de la France sur ses Comptoirs et sur les huit "loges" qu'elle possédait en Inde. Un accord signé en avril 1950 prévoit qu'un référendum aurait lieu dans chaque territoire sur le rattachement à l'Inde. Un seul se déroula, en 1949, à Chandernagor, mais dans des conditions très discutables qui ne permirent pas vraiment à la population de s'exprimer.

Chandernagor fut rattachée à l'Inde. Dans les quatre autres Comptoirs, le pandit Nehru refusa l'organisation de référendums. Il craignait que cela servît de précédent pour le Cachemire, peuplé de musulmans à 90 % et disputé entre l'Inde et le Pakistan.



Maurice Gaudart, père de Michel, se battit pour que les Pondichériens et les habitants des autres comptoirs puissent exprimer leur volonté de demeurer français – qui était majoritaire. Mais Pierre Mendès-France, alors président du Conseil, s'accorda avec Nehru pour escamoter les référendums et installer une administration indienne à la place de l'administration française. Il y fut aidé par la trahison du député de l'Inde française à l'Assemblée nationale, Edmond Goubert qui, élu pour défendre celle-ci, passa dans l'autre camp en 1954. C'est ainsi que le drapeau français fut amené à Pondichéry le 1^{er} novembre 1954, le jour même où déboutait en Algérie l'insurrection du F.L.N.

La cession des Établissements français de l'Inde sera consacrée par un traité signé le 28 mai 1956 et publié en 1962. De Gaulle, qui vient alors de larguer l'Algérie, consacre la liquidation des Comptoirs de l'Inde.

Aujourd'hui, que reste-t-il de la présence française ? Michel Gaudart de Soulages dresse un bilan cinquante ans après : « À Pon-

dichéry même, dans les restaurants, on ne parle plus français, les maisons coloniales sont au fur et à mesure détruites, les rues sont débaptisées. »

Un air de vieille France

Cependant « les cimetières français commencent enfin à être entretenus. La statue de Jeanne d'Arc, grandeur nature, en marbre blanc, offerte par François Gaudart, est toujours debout avec la statue de Dupleix. N'oublions pas non plus le monument aux morts, l'église Notre-Dame des Anges, le cours ex-Chabrol, le phare, le palais du gouverneur, les restes du fort Saint-Louis, la bibliothèque, le musée, le lycée français, ex-college colonial, le consulat général, l'Institut français d'indologie... » Cela vaut la peine d'y aller pour retrouver un air de vieille France !

L'association "Les Comptoirs de l'Inde" présidée par Douglas Gressieux (30 rue des Vignoles, 75011 Paris) entretient le souvenir de la présence française, généralement en accord avec les autorités indiennes, qui y voient le moyen d'équilibrer l'influence anglo-saxonne. Elle contribue ainsi au développement des relations entre l'Inde et la France. Nehru lui-même a indiqué la marche à suivre : « Que Pondichéry reste une fenêtre ouverte sur la France ! ».

* Michel Gaudart de Soulages et Philippe Randa : *Les dernières années de l'Inde française. Préface de Douglas Gressieux. Éd. Dualpha, 444 pages. 35 euros.*

Les feux s'éteignent sur Clipperton

Ces feux sont ceux de l'actualité. Rallumés le 16 janvier 2004 par une émission de *Thalassa* sur France 3, ils ont été entretenus ensuite par l'expédition du docteur Jean-Louis Étienne, expédition scientifique de très grande envergure, patronnée par le président de la République.

Tous les moyens médiatiques ont été utilisés pour sa publicité. Des journalistes sans discernement n'ont pas manqué de répéter les légendes et les erreurs historiques attachées à cette possession française du Pacifique nord. C'est pourquoi il n'est pas inutile de rappeler les faits.

Découverte française

L'île fut découverte le 3 avril 1711 par deux frégates françaises, la *Princesse* et la *Découverte*, qui allaient du Pérou à la Chine. Dans leurs journaux de navigation – conservés aux Archives nationales – les capitaines, Martin de Chasiron, chef d'expédition, et Dubocage, en font la description et en donnent les coordonnées géographiques avec une précision remarquable pour l'époque.

Leur conviction de découvrir cette île est fondée sur le fait qu'elle ne figure sur aucune carte. Le 3 avril 1711 étant un Vendredi-saint, ils la baptisent *Île de la Passion*.

Les deux frégates s'inscrivent parmi les 160 navires marchands qui sont allés commercer dans l'océan Pacifique pendant la guerre de Succession d'Espagne. L'argent qu'ils ont rapporté a permis à Louis XIV d'éviter la faillite et la défaite.

Les Anglais en étaient tellement furieux qu'ils firent ajouter

aux traités d'Utrecht (1713) et de Rastadt (1714) une clause interdisant aux Français de poursuivre ce commerce.

En outre, ils s'acharnèrent à faire disparaître toute trace des Français dans le Pacifique, à commencer par le nom de l'île de la Passion auquel ils substituèrent celui de *Clipperton*, un de leurs corsaires et pirates, qui ne rencontra jamais l'île sur sa route, mais avait été dans les parages. Avec la complaisance du roi Charles X, le nom de la passion disparut complètement.



Un spécimen de la faune de Clipperton

Les visées des Anglais sur l'île Clipperton se révélèrent à nouveau à la fin du XIX^e siècle en exploitant le guano sous pavillon mexicain.

Possession française

Depuis cette époque le Mexique revendique sa souveraineté sur l'île, en dépit de la prise de possession de celle-ci par la France le 17 novembre 1858. La sentence de l'arbitrage international rendue le 28 janvier 1931 n'a pas modifié sa position.

En 2003, le Mexique a produit un film documentaire à l'appui d'une demande officielle de négociation bilatérale avec la France. Ce film a été projeté à Mexico, à Paris et, probablement dans d'autres capitales. Il reprend les arguments présentés par le Mexique à l'arbitrage et réfutés l'un après l'autre faute de preuves. De plus, le producteur a ajouté les mensonges et les calomnies répandus par la presse de Mexico qui s'était fait l'écho d'une violente contestation à l'annonce de la sentence arbitrale.

Aujourd'hui la possession de Clipperton permet à la France de participer à des négociations internationales dont, autrement, elle serait exclue. Sa zone économique exclusive de 435.630 km² contient dans ses eaux et ses fonds marins les ressources de demain.

Hubert JUET

* Hubert Juet est l'auteur de *Clipperton, l'île de la Passion. Éd. Thélès, 11 rue Martel, 75010 Paris.*

La Fête de l'Outre-mer

Il est peu de circonstances où l'on peut saisir à quel point la France est présente sur tous les océans comme la réception donnée chaque année le 13 juillet par le ministre de l'Outre-mer. Des Français de toutes les couleurs s'y côtoient. Chaque territoire et département y possède un stand qui expose des affiches, des prospectus, des objets artisanaux. Cette année un orchestre polynésien s'est relayé avec un orchestre antillais et les danses polynésiennes ont contrasté avec les rythmes guerriers des Futuniens.

Jacques Chirac, accompagné par le nouveau ministre François Baroin, a été partout accueilli avec l'empressement habituel. Aux yeux de tous ces Français venus de loin, il incarnait la mère-patrie !

Au stand de Mayotte, on pouvait rencontrer de nombreux Mahorais et Mahoraises, notamment le député Mansour Kamardine, Didier Béoutis et Mohamed Abeid, ces deux derniers anciens présidents de la Maison de Mayotte, M^{me} Raymonde Payet, l'ancienne restauratrice du "Banga". Pierre Pujol rappelait quelques épisodes du combat pour Mayotte française et un Mahorais lui déclarait : « Sans vous, nous ne serions pas ici ». Si Mayotte avait suivi les autres îles Comores, dans l'indépendance, comme le voulait alors Giscard, elle connaîtrait aujourd'hui la misère et aurait perdu ses libertés. C'est l'honneur de l'Action française d'avoir contribué à ce qu'elle demeure dans le giron de la mère-patrie en 1974-1976 (1).

(1) Cf. l'ouvrage de Pierre Pujol : *Mayotte la française. (Éd. France Empire). En vente à nos bureaux 20 euros franco.*

La France qui doute

Heureusement qu'il y a eu Cadarache ! Car l'annonce du choix du site de Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, pour construire le futur réacteur expérimental de fusion nucléaire Iter dans le cadre d'un

À défaut d'anneaux olympiques, quel signe pourra sortir le pays de la sinistrose et ramener la confiance, carburant essentiel à une bonne économie ?

projet international, est bien la seule annonce de ce mois de juillet, susceptible de donner du baume au cœur des Français. Pour le reste, l'actualité est à l'image de ce triste 6 juillet à Singapour au cours duquel une France qui se voyait déjà gagnante apprenait que Londres avait été préférée à Paris pour organiser les Jeux Olympiques de 2012.

À l'exception de Jacques Chirac qui a tenté le 14 juillet, dans

un nouvel exercice de méthode Coué, de retrouver un nouveau souffle pour lui-même et pour la France, les uns après les autres, les responsables du pays semblent d'ailleurs s'être mis à la mode singapourienne du spleen français. « **Progressivement mais sûrement notre pays décroche** » a ainsi indiqué à l'Assemblée nationale l'U.D.F. Hervé Morin qui considère que les institutions de la V^e République sont « **à bout de souffle** » et que la France vit « **une vraie déprime collective** ». Pour Nicolas Sarkozy, la France doit faire « **son examen critique** » : « **la déception des Jeux Olympiques doit nous amener à nous poser des questions sur la façon dont nous défendons les dossiers, dont nous présentons nos idées** ». Même la nouvelle patronne des patrons, Laurence Parisot, a rangé son sourire pour évoquer une France « **en état d'urgence** », après « **plus de 25 ans de chômage structurel et de masse** » et un projet européen « **en plein désarroi** ».

La nomination d'un nouveau gouvernement n'a évidemment pas suffi à redonner espoir au pays comme l'ont montré des son-

— par —
Guillaume CHATIZEL

dages mesurant le scepticisme et le manque de confiance des Français. « **Votre drame est d'être à la tête d'un gouvernement de fin de règne qui n'a ni assise politique, ni confiance populaire pour impulser une transformation en profondeur du pays** » a analysé le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault. Mais on ne peut que donner raison à Dominique de Villepin qui lui a répondu en lui demandant « **quelle est votre vision, quelle est votre politique ? Personne, ici, ne le sait** ».

Les clignotants virent au rouge

Ayant retiré en grande partie sa confiance à la majorité parlementaire, la France ne place pas plus son espoir dans un projet alternatif que l'opposition semble vainement chercher. Nos concitoyens semblent finalement condamnés à contempler des clignotants économiques qui virent les uns après les autres au rouge.

Le nombre de défaillances d'entreprises a ainsi dépassé 5 000 en avril 2005, soit 25 % de plus qu'en 2004, ce qui représente un total de 50 000 faillites sur douze mois. Et ces liquidations concernent essentiellement des petites entreprises dont on nous dit partout qu'elles représentent un formidable gisement en matière de créations d'emplois... Selon une étude de l'assureur-crédit Eulr Hermes S.F.A.C., ces défaillances devraient encore augmenter pour atteindre 51 000 en 2005, contre 48 664 en 2004, qui enregistrait déjà une hausse de 1,5 % des faillites par rapport à 2003. Même Thierry Breton voit la reprise s'éloigner et avoue que la croissance risque d'être plus faible que prévue, ne dépassant pas 2 %.

À défaut d'anneaux olympiques, quel signe pourra sortir le pays de cette sinistrose et ramener la confiance, dont on sait qu'elle est le carburant essentiel à une bonne économie ?

Un second tour Le Pen-Bové ?

Les Français n'ont plus d'espoir ni dans la majorité ni dans

l'opposition, ce qui, à ce degré de manque de confiance, constitue un fait sans précédent dans l'histoire de la V^e République. Et la vie politique française apparaît si atomisée et si décalée par rapport aux attentes des Français que Bernard Spitz, président de BS Conseil, pronostiquait dans le quotidien *Les Échos* que « **la France n'est plus à l'abri d'un second tour Le Pen-Bové !** »

Sur le plan économique, le pays ne pourra sortir de sa torpeur qu'en « **abandonnant des tabous** » comme l'ont fait avant nous les Anglais, aime à rappeler Nicolas Sarkozy. Il faudra bien dénoncer avec le ministre de l'Économie et des Finances Thierry Breton un modèle qui « **fait croire aux Français que l'on peut travailler moins et avoir un système plus protecteur** » : alors que dans les années 70, 65 % de notre vie était consacrée au travail, la proportion est tombée à 45 % en 2005...

Mais pour sortir de cette spirale du doute, de cette crise de confiance à l'égard des partis et des institutions, c'est bel et bien d'un changement de régime dont notre pays a besoin. ■

Lettre d'Olympie

L'échec de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques 2012 a fait couler beaucoup d'encre et de larmes. Parmi celles-ci, les pleurs du maire de Paris qui fut, à Sin-

Le nationalisme est une belle passion. Encore le faut-il nuancer de civilité quand on est sorti de chez soi !

Charles MAURRAS
(Sixième lettre des Jeux olympiques)

gapour, l'avocat malheureux et maladroit de la capitale. Une maladresse aggravée par le discours tenu actuellement, selon lequel les vainqueurs auraient transgressé les règles de la compétition. Par cette accusation, dont il ne peut apporter la preuve, le maire de Paris justifie, *a posteriori*, son échec, en mettant en lumière un manque d'éducation sportive.

Le grand mot de l'affaire fut le lobbying qui, contrairement à la traduction médiatisée, ne vient pas du substantif *lobby* qui signifie couloir, antichambre, mais du verbe *to lobby* qui signifie : faire pression (en faveur, contre).

— par le G^{al} (C.R.) —
Jacques LE GROIGNEC

Il est certain que les deux partis ont pratiqué le lobbying. Le contraire eût été une faute. Mais la règle exige de ne pas dépasser certaines limites que le maire de



Bertrand Delanoë
Un mauvais perdant

Paris a cru devoir rappeler en déclarant que la capitale « **a fait un choix par rapport à la concus-**

sion ». Ce sous-entendu accusateur est condamnable dans la mesure où il ne s'appuie sur aucune preuve, mais sur le simple constat du *fighting spirit* de l'adversaire. Car les Britanniques sont, dans tous les domaines, de farouches combattants dont le *fair-play* est

un leurre et dont la philosophie a été résumée par Palmerston : « **L'Angleterre n'a ni ami, ni ennemi, elle a ses intérêts** ».

Il est temps pour la France de prendre modèle sur Albion, c'est-à-dire de se battre pour gagner. Ce qui ne fut pas le cas à Singapour où le frère maire de Paris ne pouvait faire le poids devant un parterre d'athlètes, et face au double champion olympique qui présentait la candidature londonienne.

Ce n'est pourtant que par un score de 50 contre 54, c'est-à-dire avec un avantage de 3 voix sur 104 que Londres a triomphé. Alors ! taisons les auto-flagellations qui voient dans la défaite de Paris le signe d'une décadence de la France. Imaginons que Paris eût triomphé avec une avance de trois voix. En aurait-on conclu au déclin de la Grande-Bretagne ?

Cela dit, rien n'est perdu, mais l'honneur n'est pas encore sauf. La France sportive, mise en cause par le maire de Paris, ne le retrouvera que dans la courtoisie héritée de la vieille France, et dans les futures victoires de ses athlètes qui, en 2012, à Londres, remporteront, à l'exemple de leurs aînés, de plus nombreuses médailles que leurs cousins d'Outre-Manche. ■

**Les 30 juillet,
6, 13 et 14 août 2005
à partir de 21 h 45**

LES NOCTURNES DE FERRIÈRES

À la nuit tombante, passée la porte de l'ancienne abbaye, vous voici dans l'ambiance d'un village médiéval.

Plus bas, le son des hautbois et cornemuses résonne dans les ruelles de la vieille cité, animée en alternance par deux fanfares, les Manja Cat et la Petite Flambe, et la chorale Passiflore ; les drapeaux d'Alkuone claquent dans la nuit... Partout c'est la fête !

Sur la grand place, un chantier de bâtisseurs part à l'assaut du clocher, des scènnettes racontent l'histoire de Ferrières... dans la chapelle de Bethléem, un mariage déroule ses fastes, comme au XV^e siècle.

Devant l'abbaye, musique de cour et danseries accueillent des ambassadeurs et somptueux costumes.

Au gré de votre balade, attardez-vous à la cour des miracles, à la prison, au jardin enchanté, au théâtre de farces, au camp des soldats... Et ne manquez pas les extraordinaires statues vivantes dans l'abbatiale !

À minuit, entrez dans le bal Renaissance.

- Pour vous restaurer la taverne vous accueillera, à moins que vous ne dîniez au banquet médiéval dans l'ancien réfectoire des moines ou dans un restaurant des environs.
- Prix d'entrée : adultes et enfants de plus de 12 ans : 8 euros
- Entrée gratuite pour les enfants jusqu'à 12 ans.
- Groupes (20 personnes et plus) : 6 euros. Forfait pour une entrée et un dîner médiéval avec animation dans l'ancienne abbaye : 25 euros, vin compris. Enfants : 12 euros. Il est prudent de réserver.

* Office du Tourisme de Ferrières-en-Gâtinais (45210)
Tél : 02 38 96 58 86.



Monaco fête en famille son nouveau souverain

Heureuse la population qui vit au rythme des battements de cœur de la famille incarnant la patrie ! Le 6 avril dernier tout Monaco pleurait le prince Rainier III comme un père ; le 12 juillet, une immense liesse accompagnait l'avènement officiel de son fils, quarante-sept ans,



SAS Albert II de Monaco
La modernité dans la continuité

devenu Son Altesse Sérénissime Albert II à l'heure même de la mort de son père. Pas de lutte pour le pouvoir, aucun ressentiment, place entière à l'espérance ! La famille monégasque, ce n'est pas seulement la famille princière, c'est le peuple entier.

Petit État (deux kilomètres carrés, 32 000 habitants), Monaco n'en est pas moins le fruit d'une longue histoire au rythme de laquelle sa dynastie a toujours sauvé son identité tout en ouvrant le pays au reste du monde.

Catholicité

L'exception monégasque dans une Europe apostate, c'est d'abord la catholicité. Dès le matin du 12 juillet, le prince Albert II, entouré de ses sœurs les princesses Stéphanie et Caroline, princesse de Hanovre, et des enfants de cette dernière dont Andréa, actuel héritier présomptif, se rendit à la cathédrale où l'archevêque, Mgr Bernard Bassi, lui donnant à la fin de la messe sa bénédiction, a prié pour que Dieu aide le prince qu'il a mis à la tête de ce pays « à remplir sa mission dans le respect de [Sa] loi ». Ce fut ensuite l'acclamation « Domine Salvum fac Principem nostrum Albertum » et le vibrant *Te Deum* de Mozart. On était loin des creuses "valeurs" républicaines.

Le soir, s'adressant à son peuple, le prince a rappelé : « **Venus de Ligurie, de Gênes, nous sommes les héritiers de la Grèce, de Rome, et de la Chrétienté : notre religion d'État catholique, apostolique et romaine est là pour nous le rappeler.** »

L'exception monégasque, c'est aussi une politique qui se modernise sans cesser de s'inscrire dans une lignée. Saluant la mémoire de son père (qui « **restera dans l'histoire comme un grand homme** »), Albert a déclaré : « **J'entends que mon action s'inscrive dans la continuité de la politique de mes ancêtres. Cette continuité est naturelle puisque le prince Rainier III m'avait depuis longtemps formé et préparé à ces fonctions.** »

Réaliste, le jeune prince veut d'abord, citant Socrate, que son État "se connaisse soi-même", afin de se lancer avec la nécessaire mesure dans un avenir pacifique et d'envergure mondiale auquel sa position en Méditerranée « **matrice de tant de civilisations** » l'invite depuis toujours.

Pas de droits sans devoirs

D'où son programme : promouvoir le progrès matériel, mais aussi spirituel, conserver les valeurs monégasques, proches de celles des voisins, mais « **avec une combinaison particulière** », veiller à ce que l'argent et l'éthique se conjuguent en permanence, défendre l'environnement (Albert se souvient ici de son arrière-arrière-grand-père Albert I^{er} qui explora le Spitzberg il y a cent ans), faire appel à toutes les compétences, forger une jeunesse sachant prendre des risques, faire de Monaco un centre universel de congrès et de conférences écologiques et humanitaires contribuant à humaniser le monde actuel...

En conclusion, Albert II a fait appel au sens de la responsabilité collective de tous les Monégasques : « **Il faut rappeler que, dans un état de droit, à tout droit doit correspondre un devoir. Les Monégasques sont bénéficiaires de nombreux privilèges. Ils doivent en conséquence par leur conduite personnelle mériter chaque jour les avantages presque uniques au monde dont ils disposent.** » Paroles qui revêtent tout leur sens et tout leur sérieux quand elles sont prononcées par un chef d'État qui n'est ni un chef de parti ni un idéologue...

Long règne à S.A.S le prince Albert II de Monaco, grand ami de la France ! Comme dit la devise de la principauté « **Deo Juvante** ».

Michel FROMENTOUX

FRANCE-ALGÉRIE Les conditions d'une entente

par
Pierre PUJO

Le 23 février 2005, le Parlement français adoptait une loi « **portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés** ». Elle rendait hommage aux « **victimes des massacres perpétrés durant la guerre d'Algérie ainsi que ceux commis après le 19 mars 1962 en violation des accords d'É-**

La France ne saurait conclure avec l'Algérie un "traité d'amitié" sans la reconnaissance de l'œuvre qu'elle a réalisée là-bas durant 132 ans.

vian ». Elle recommandait enfin d'enseigner dans les classes « **en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord.** »

Les outrances de Bouteflika

Cette loi n'a pas été du goût du Parlement algérien qui a réagi (tardivement) au mois de juin en condamnant ce qu'il considère comme un « **attentat contre la mémoire** ». Effarant. Le Parlement français qui a évité de peu de se trouver subordonné à Bruxelles (si la Constitution européenne avait été adoptée) serait-il placé sous la tutelle d'Alger ? « **Le rôle positif de la présence française outre-mer** » peut être facilement démontré. Tous les Africains intelligents qui connaissent l'Histoire en conviennent. Le peuple algérien ne s'est jamais appartenu, comme le reconnaissait Ferhat Abbas. Les Algériens ont eu la chance d'être colonisés par la France qui leur a ouvert le monde moderne et réalisé chez eux une œuvre considérable. La colonisation française a été bénéfique pour les Algériens comme jadis la colonisation romaine pour les Gaulois qui ont hérité ainsi de la civilisation antique.

Cela n'empêche pas le président Bouteflika d'insulter la France, et de dénigrer son action passée. En mai dernier, il dénonçait la répression française dans l'Est algérien il y a soixante ans, succédant aux émeutes qui avaient ensanglanté la région. Il allait jusqu'à comparer les fours à chaux de Guelma utilisés pour incinérer les corps des victimes aux fours crématoires nazis... Récemment, il a

dénoncé la « **cécité mentale confinant au négationnisme et au révisionnisme qui tend à glorifier une présence coloniale coupable de massacres contre un peuple en entier et prétendant que cette présence a rendu service aux peuples colonisés** »... Et il a souligné que le projet de "traité de paix et d'amitié" qui doit être conclu cette année entre la France et l'Algérie « **ne saurait en aucun cas cautionner, même par (son) silence une prétendue mission civilisatrice du colonialisme** » (*Le Figaro* (8/7/05)).

On comprend bien la raison de la fureur de M. Bouteflika. Reconnaître l'œuvre civilisatrice et bienfaisante de la France, ce serait désavouer rétrospectivement le F.L.N., le priver des raisons historiques de son insurrection. Le F.L.N., toujours au pouvoir à Alger, ne le peut pas sans se renier.



Le village de Lourmel en fête au temps de l'Algérie française

Les nouvelles générations

Heureusement, le F.L.N. ne représente pas tous les Algériens. Beaucoup d'entre eux, appartenant aux nouvelles générations, n'ont pas les préjugés anti-français des nantis du F.L.N., qui accaparent aujourd'hui une bonne partie des places et des honneurs.

Pour les Algériens aujourd'hui, la France est le pays dont ils se sentent le plus proches, dont ils suivent les modes, le pays qui leur ouvre les portes de la modernité alors que l'Algérie, malgré ses richesses naturelles, croupit dans la misère.

Le "traité de paix et d'amitié" prévu correspond aux désirs des nouvelles générations. M. Bouteflika, en dépit de ses outrances, souhaite sans doute aussi sa conclusion car son pouvoir demeure menacé par les islamistes. Au demeurant les deux pays sont condamnés par la géopolitique à entretenir d'étroites relations. Cela dit, la France ne saurait signer un "traité d'amitié" avec l'Algérie sans la reconnaissance de ce qu'elle lui a apporté durant 132 ans. Elle ne saurait accepter d'être périodiquement insultée par les dirigeants algériens. Malheureusement ceux-ci sont encouragés, en France même par les anciens "porteurs de valises" du F.L.N. et les intellos de gauche devant lesquels s'incline le pouvoir actuel. On l'a vu

encore récemment quand le gouvernement a interdit l'inauguration du monument de Marignane dédié aux combattants de l'Algérie française (*voir page 12*).

Chirac – aidé de son ministre de l'Intérieur Sarkozy – a-t-il voulu ainsi donner des gages de servilité aux barbaresques d'Alger ? Dans ce cas le traité en question n'augure rien de bon ! ■

UNE HISTOIRE OFFICIELLE ?

Les présidents des groupes socialistes à l'Assemblée et au Sénat, respectivement Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel demandent à Dominique de Villepin de proposer l'abrogation d'une disposition de la loi du 23 février 2005 sur la reconnaissance du « rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Ils estiment « choquant et inacceptable » de vouloir « écrire une histoire officielle de la colonisation et de la propager par l'enseignement scolaire ».

Comme si, depuis plusieurs décennies, il n'existait pas déjà une histoire officielle de la colonisation, où le noir l'emporte systématiquement sur le rose ! Si la nouvelle loi a pour effet de procurer aux petits Français une histoire un peu plus objective de ce qu'ont fait leurs ancêtres qui se sont expatriés outre-mer, on ne s'en plaindra pas !

LETTRE DE SERBIE

Les corrompus au pouvoir

Le président de la République serbe Tadic a été élu d'une courte majorité face à un regroupement rouge-brun. Il n'a aucun pouvoir de décision. Il faisait partie de l'équipe qui a été évincée du pouvoir et qui s'est trouvée coincée entre les promesses à l'égard des puissances occidentales et les engagements pris

vic leur a permis de constituer des fortunes considérables.

La classe dominante

Bref, ces idéologues nationalistes, ces corrompus politico-économiques et ces affairistes sont liés les uns aux autres et forment la classe dominante qui a exploité le pays de dix millions d'habitants, d'une façon drastique et continuent jusqu'à plus soif à en tirer le maximum. Ils sont conscients que leur temps est limité et ils subissent avec désagrément une pression américaine et européenne.

Quant à la population elle est complètement anesthésiée ; elle est d'autant plus amorphe qu'une grande partie de la jeunesse a émigré ou tente d'émigrer. La presse évite d'aborder les sujets sérieux et s'en tient au maximum à dénoncer des scandales mineurs. Cela crée une atmosphère délétère

Quand les "démocrates" sont des conservateurs post-communistes.

à l'égard des partisans de Milosevic lors de la pseudo-révolution du 5 octobre 2000. L'assassinat du Premier ministre Djindjic, a été la conclusion malheureuse de cette situation ambiguë. Cette équipe qui s'était autoproclamée "Démocrates" était en réalité des conservateurs post-communistes.



Manifestation à Belgrade
« N'investissez pas dans les propriétés confisquées »

Le Premier ministre Kustunica est un professeur de droit international : il n'a jamais été communiste. Il est reconnu très honnête, ce qui est exceptionnel dans le pays. C'est cependant un homme de gauche et un nationaliste dont le souci principal est l'intérêt de la Serbie, le maintien de l'unité avec le Monténégro, la récupération du Kosovo, la défense des Serbes de Bosnie et de Croatie. Il est connu pour sa lenteur et ne s'intéresse nullement aux problèmes économiques. Son gouvernement est composé, comme le précédent, d'anciens communistes qui le sont restés et qui essaient de maintenir les acquis du communisme tel qu'il s'est transformé ; la corruption et le mensonge sont leurs qualités dominantes. Cette classe politique dirigeante souhaiterait se faire admettre dans l'Europe tout en conservant ses avantages matériels issus du vol et de la concussion.

Il existe en outre une classe de nouveaux riches, lesquels ont soit volé le pays d'une façon classique, soit bénéficié tout à fait "légalement" de l'absence de lois ou de lois qui avaient été promulguées dans un contexte tout à fait différent de communisme autogestionnaire de l'époque Tito. Milosé-

vić et désespérée. Enfin un certain nombre de politiciens ou d'intellectuels qui ont été compromis dans les différentes étapes du communisme de 1945 à ce jour cherchent à se dédouaner dans la dénonciation de crimes afin de complaire aux Occidentaux et aux Organismes non gouvernementaux qui pullulent dans le pays.

Pour donner un exemple concret de cette schizophrénie : tandis que se réunissait la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (B.E.R.D.) et que les promesses étaient octroyées aux éventuels investisseurs dans un climat de liberté, de luxe et de "délicatesse démocratique", la police maintenait à l'écart les personnes spoliées qui essaient de faire entendre leur voix et qui demandaient à d'éventuels investisseurs de distinguer ce qui était la propriété de l'État susceptible d'être privatisé et ce qui était le fruit du vol (1).

Enfin, la Constitution promise n'est toujours pas promulguée, par conséquent des lois nouvelles civilisées ne sont pas votées et l'État continue comme précédemment.

Gérald BEIGBEDER
(Belgrade)

(1) cf L'Action Française 2000 du 16/6/2005.

ISLAMISME

Un danger planétaire

(suite de la page 1)

fait par les islamistes, la police londonienne a dû se rendre à l'évidence. Elle a d'abord avancé l'hypothèse de quatre explosions "télécommandées". Puis on a parlé des "kamikazes", ceux que nous avons évoqués. Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, la stupéfiante précision des attentats poussait à d'inquiétantes questions. Dimanche 17 juillet, une

Pour vaincre l'islamisme, il nous faut une révolution spirituelle et politique.

troisième hypothèse a été évoquée : les quatre kamikazes portaient des explosifs programmés mais l'ignoraient. Ils devaient juste les déposer et partir. Ne possédaient-ils pas sur eux leurs pièces d'identité, leurs cartes de crédits, des documents, donc, permettant facilement de remonter les filières d'organisation ? Encore une hypothèse qui laisse perplexe. Avancée, le matin, elle a été démentie le soir.

Zones d'ombre

Dans les jours qui ont suivi le forfait, le nom du marocain Mohammed-el-Guerbouzi a été cité comme le chef d'orchestre, le cerveau, de l'opération. On a occulté, autant que faire se peut, le fait que ce Guerbouzi, responsable présumé de l'attentat de Casablanca (16 mai 2003, 33 morts) s'était "réfugié" en Grande-Bretagne, que le gouvernement britannique avait refusé la demande marocaine de son extradition, et qu'il venait de quitter le territoire anglais peu avant !

Ces derniers jours, le nom d'un universitaire égyptien Magdy-el-Nashai, un copte semble-t-il, a été cité comme le "chimiste" de l'opération. À la demande britannique, il a été arrêté dans son pays et interrogé. Le ministre de l'Intérieur égyptien, que l'on pourrait difficilement taxer de laxisme vient de déclarer son innocence. On est tenté de faire plus de crédit aux Égyptiens qu'aux services britanniques qui ont fait la preuve de leur "compétence" lors de l'affaire des armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Certes l'enquête progresse. Certes, chaque matin le porte-parole de la police londonienne fait un compte-rendu de ce progrès à

l'usage de la presse. Mais dans cette affaire, pour le moment, on ne trouve que des zones d'ombre. On peut craindre que l'enquête n'aboutisse pas de sitôt, que l'on oublie peu à peu la tragédie, comme tant d'autres, en attendant... le prochain attentat quelque part dans le monde civilisé musulman ou occidental.

Une longue série de crimes

Car la liste de ces attentats de masse perpétrés par la mouvance islamiste radicale est longue depuis le premier commis en Iran à Abadan le 19 août 1978 qui a fait 477 morts. À ce moment-là, les bien-pensants étaient en pleine admiration devant l'instigateur du crime qui allait débarquer peu après à Neauphe-le-Château. On a oublié les 150.000 victimes des islamistes en Algérie. On n'évoque que pour principe les attentats d'Espagne (2004), de Djerba (2002), de Casablanca (2003), de Turquie (2003), d'Indonésie (2002), du Kenya, de Louxor, etc.



En attendant le prochain attentat dans le monde

Le danger de l'islamisme est devenu planétaire. Le 11 septembre a démontré que les États-Unis – dont la responsabilité d'apprenti-sorcier écrasante dans la montée de cet extrémisme n'est plus à démontrer – n'étaient plus un sanctuaire.

Contre un réseau planétaire du crime dont l'objectif est de déstabiliser et détruire les sociétés et États civilisés, à commencer par les pays musulmans "modérés" que l'on affaiblit au nom d'un discours droits-de-l'homme et démocratique sur fond pétrolier, la lutte ne peut être que planétaire et surtout politique.

Les mesures policières et les poursuites judiciaires sont nécessaires, encore faudrait-il oublier les considérations politiques qui aboutissent à en restreindre l'ef-

ficacité. Elle ne sont pas suffisantes.

Combattre le mal à la racine

La tragédie palestinienne fournissait le principal vivier du terrorisme. Malgré quelques gesticulations, elle continue et risque de s'amplifier. Le fiasco américain en Irak a fait de ce pays un autre vivier du terrorisme islamiste. On continue d'occulter la gravité de la situation en Afghanistan. On pratique un angélisme complice à l'égard du premier État islamiste du monde, l'Iran des ayatollahs, on ne touche guère aux financiers de l'islamisme radical dans le sud du Golfe Persique, intérêts pétroliers obligent. On ose à peine frapper les réseaux islamistes en Occident où des quartiers entiers sont sous leur contrôle. On fait tout pour affaiblir les États musulmans modernisateurs et réformistes comme la Tunisie, l'Égypte, le Maroc, tellement mal vus par l'intelligentsia conformiste et... les intérêts pétroliers.

Comment oser dès lors évoquer encore la nécessité d'une guerre globale contre ce danger planétaire ?

La lutte contre le terrorisme islamiste, dont on vient de voir encore une fois le visage hideux, est avant tout politique.

C'est une politique coordonnée de l'ensemble des États civilisés qui pourrait vaincre le mal. Et on ne dira jamais assez que si les pays occidentaux oublient leurs racines, leurs vraies valeurs, leurs cultures et leur civilisation, ils ne pourront jamais venir en aide aux pays musulmans en première ligne dans ce combat.

Mme Rice, secrétaire d'État américain au discours guerrier, allant en Égypte prendre langue avec les "frères musulmans" précurseurs de l'islamisme radical, au nom de la "démocratie", n'a plus le moindre crédit, pas plus que tel autre ministre lié aux intérêts pétroliers, pharmaceutiques et de l'industrie automobile qui tient le même discours.

Ils ne sont pas crédibles, on ne les croit pas. Ils ne connaissent pas, ou ne veulent pas connaître, le monde musulman, l'"Orient compliqué". Ils ne font que gesticuler. Pour vaincre le danger, il nous faut une révolution spirituelle et politique. La France pourrait en prendre la tête et l'initiative. Richelieu, où est-tu ?

Pascal NARI

La Palatine d'un siècle à l'autre

par
Michel FROMENTOUX

Peut-on imaginer un couple plus mal assorti que celui de Philippe, duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV, et d'Élisabeth-Charlotte, comtesse palatine du Rhin ? Monsieur vivait enrubanné et perché sur ses hauts talons en compagnie de ses mignons, Madame, bien en chair, affichait une dégaine de paysanne allemande, parlait crûment et regrettait de ne pas être née homme...

Pourtant, l'étonnante princesse assumait avec honneur la situation. Mère admirable de bonté, de générosité, d'indulgence, elle ne connut pas à Versailles le bonheur de son enfance rhénane, mais son caractère enjoué et sa plume acérée lui permirent de toujours maîtriser ses déceptions, voire de s'attirer, bien qu'assez peu jolie, de bonnes amitiés.

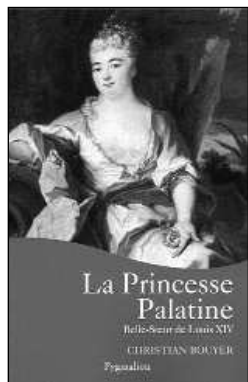
Même son jouisseur d'époux sut l'honorer avec dignité ; il faut dire que Monsieur, aux antipodes des "gays", était resté pieux et, après avoir déjà donné un enfant par an à sa première épouse, Henriette d'Angleterre – dont deux filles seulement grandirent –, n'entendait pas que ses plaisirs entravent son devoir de prolonger sa famille, ...pas plus que de faire preuve sur les champs de bataille d'un grand courage et d'une grande humanité...

Le destin exceptionnel de celle que l'histoire retient comme la *Princesse Palatine* devient des plus attachants sous la plume de Christian Bouyer, déjà historien de Monsieur et de sa cousine, la Grande Mademoiselle. Des collatéraux, certes, mais les Orléans d'alors ne sont-ils pas les aïeux de l'actuelle Maison de France ?

Allemande bien en chair

Élisabeth-Charlotte, que l'on devait appeler Liselotte, naquit dans une famille en pleine tourmente. Branche cadette des Wittelsbach régnant sur la Bavière, les comtes palatins régnant sur le Palatinat du Rhin s'étaient vu conférer en 1356 le titre d'Électeurs du Saint Empire. Leur dérive dans le protestantisme avait poussé Frédéric V à s'emparer du trône de Bohême dont Ferdinand II l'avait délogé au bout d'un hiver (1620). Son fils, Charles-Louis, assura le retour de la famille à Heidelberg en 1649 après les traités

de Westphalie et s'appliqua à redresser le Palatinat sorti exsangue de la guerre de Trente Ans. De son mariage avec Charlotte de Hesse-Cassel, cet amoureux très sensuel eut deux enfants, Charles, futur Électeur, né en 1651, et notre Liselotte, née le 12 mai 1653, puis il répudia son épouse et refit sa vie avec Louise de Degenfeld qui allait donner à Liselotte une ribambelle de demi-frères et sœurs.



C'est dire dans quel climat de tensions familiales vécut la petite sauvageonne effrontée qui découvrit la joie et l'équilibre auprès de sa tante Sophie de Hanovre avant de devenir "l'infante du Palatinat", qui ne pouvait évidemment rester célibataire, car « **les princesses, lui disait-on, naissent pour être mariées** ». Or voici qu'en 1670, Monsieur, Philippe duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV, se trouva veuf d'Henriette d'Angleterre. La Grande Mademoiselle, alors éprise de Lauzun, ne pouvait l'épouser comme eût souhaité le roi. Il fallut donc considérer que le Palatinat étant, écrit Christian Bouyer, « **un pion dans la progression de Louis XIV vers l'Est** », Liselotte, se convertissant au catholicisme, serait pour celui-ci une excellente belle-sœur...

Truculente épistolière

Devenir duchesse d'Orléans et seconde dame de France ne pouvait consoler la Palatine de dix-neuf ans, toujours un peu lourdaude mais d'excellente santé, de devoir quitter les forêts, les vergers, les vignobles de sa jeunesse. Les adieux furent terribles, mais la rencontre avec son futur époux maquillé et

poudré eut lieu dans un tourbillon de fêtes. Les jours suivants l'impression plutôt négative sur Philippe s'estompa sans que celui-ci eût changé sa façon de vivre... et d'aimer, mais Madame n'était point pudibonde et l'on trouva vite quelques compromis ! Quant à Louis XIV, sachant que son frère « **n'était pas un cadeau** », il se montrait plein d'attentions pour elle. Avec son franc-parler et la verdeur de son langage, elle apportait à la cour un vent nouveau.

Liselotte se consolait de son déracinement en écrivant des lettres truculentes à sa famille, à ses tantes dans l'Europe entière, notamment Sophie, duchesse de Hanovre, à ses demi-frères... Christian Bouyer, les citant, retrace des petits mais aussi des grands événements de la fin du règne du Roi Soleil. Certains heureux : les naissances de nombreux enfants dont Philippe, le futur Régent, né en 1674, qui devait épouser Mademoiselle de Blois, fille naturelle de Louis XIV, et Élisabeth-Charlotte, née en 1676, dont le mariage avec Léopold, duc de Lorraine, allait faire la grand-mère maternelle de la reine de France martyre Marie-Antoinette ! Même les filles du premier mariage de Monsieur, furent tendrement aimées de Liselotte : Marie-Louise, née en 1662, que l'on sacrifia « **sur l'autel de la "real-politik"** », dit Christian Bouyer, en la donnant au dégénéré Charles IV d'Espagne, et Anne-Marie, née en 1669, épouse du duc de Savoie.

Grand-mère de l'Europe

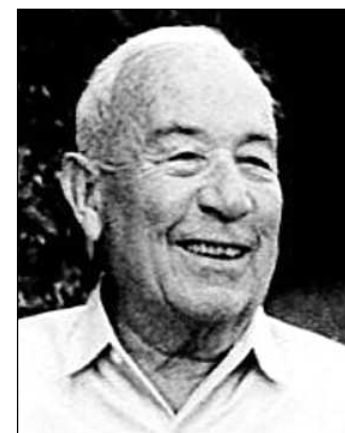
D'autres événements furent tragiques, tel le saccage réellement barbare de son cher Palatinat par les armées de Louvois. Il y eut aussi « **le coup de force du roi contre les adeptes du "vice italien"** »... Après la mort de Monsieur en 1701 (un an après l'accession du duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, au trône d'Espagne), Liselotte, qui s'était bien entendue avec la reine de France Marie-Thérèse, se montra féroce à l'égard de Madame de Maintenon, épouse morganatique de Louis XIV, « **la vieille ordure du grand homme** ». Puis l'on assiste à la mort du roi, aux débuts du règne du petit Louis XV, à la mise en place de la Régence de Philippe... Liselotte relatait tous ces événements laissant aller sa plume incontrôlable, considérant surtout les naissances et les mariages de ses petits-enfants et petits-neveux au rythme desquels se plantait déjà le décor de tout le XVIII^e siècle... Elle devait mourir le 8 décembre 1722.

L'œil vif de la *Princesse Palatine*, relayée par le style agréable de Christian Bouyer, fait redécouvrir cette époque charnière entre les XVII^e et XVIII^e siècles. Livre à lire en vacances.

* **Christian Bouyer : La Princesse Palatine. Éd. Pygmalion, 298 pages, 19,90 euros.**

Paul Morand romancier

Le cynisme de Morand n'effacera jamais à nos yeux les pages subtiles de *Milady* ou d'*Hécate et ses chiens*. On ne se remet pas du charme onirique de cet aimable diplomate tout droit échappé de la Belle Époque. Découvert par Marcel Proust, Valéry Larbaud et Léon Daudet, Paul Morand resta jusqu'à sa mort en 1976 un vivant reflet des Années folles, des premières lignes aériennes commerciales, des paquebots transatlantiques et des belles carrosseries coupées des années 30. Mauriac, Chardonne, Bernanos disparus, Drieu et Montherlant suicidés, il demeurerait seul et flegmatique, ultime représentant de la droite littéraire de l'entre-deux guerres.



Paul Morand

Si le nom de ce père spirituel des Hussards reste avant tout associé à la nouvelle, Morand n'échappa nullement à la tentation de tâter du roman. Cette œuvre romanesque vient rejoindre aujourd'hui ses petites sœurs dans les jolies briques de la Pléiade.

Voyages et satires

Seconde tentative romanesque après *Les Extravagants* (demeuré très longtemps inédit), *Lewis et Irène* (1924) demeure malgré ses imperfections un aimable conte sur l'amour naissant entre deux milliardaires en relation d'affaires.

Bouddha Vivant (1927) et *Champions du Monde* (1930) se rattachent à cette "Chronique du XX^e siècle" fortement inspirée des voyages du globe-trotter Morand, et reflètent l'air qu'il a personnellement respiré en Asie et en Amérique du Nord avant la grande crise économique mondiale de 1929..

Satire acide du monde du cinéma où il avait connu quelques déboires, *France-la-Douce* (1934), qui n'était plus réédité depuis longtemps, lui valut bien avant la parution de son *Journal inutile* une réputation d'antisémitisme qui n'était pas fautive mais qui suffit à certains pour lui nier tout talent. Comme les précédents, ce roman est pourtant un remarquable témoignage litté-

raire sur l'époque. *L'Homme pressé* (1941) est une sottie de moraliste. Morand y croque ses contemporains les plus remuants et, auteur d'un *Éloge du repos*, nous met en garde contre des chausse-trappes du monde moderne : la vitesse et le manque de temps. Derrière le bouillonnant Pierre Niox et ses échecs, Morand laisse apparaître beaucoup de lui-même composant un double littéraire comme Drieu venait de le faire avec *Gilles*.

Nouveau style

Après la guerre nombre d'auteurs inscrits sur la liste noire du Comité national des écrivains changent de style. Abandonnant son panthéisme originel, Jean Giono se fait ainsi stendhalien dans le cycle du Hussard. Morand, de son côté, délaisse l'observation de ses contemporains pour une plongée haute en couleurs dans l'Espagne de Goya. *Le Flagellant de Séville* (1951) nous renvoie en pleine occupation napoléonienne de la péninsule ibérique. Ce livre renferme une morale politique forte : la guerre, pour Morand, corrompt tout. Don Luis, collaborant avec les Français, est une tragique figure du Traître. Largement ignoré à l'époque, Morand faisant encore figure de proscrit, ce roman, dont les contrastes violents s'accordent si bien aux lieux, mérite vraiment le détour.

Silvère Lahire, le narrateur de *Tais-toi* (1965), ultime roman de Morand, enquête sur la vie de son cousin Frédéric, journaliste reconnu mais étrangement silencieux qui affirmait volontiers que « **l'amour, c'est ce qui ne peut être dit** ». *Tais-toi* est ainsi un court roman psychologique sur le silence, dans la veine d'*Hécate et ses chiens*.

Dès 1922 Léon Daudet saluait en Morand un « **écrivain de race, écrivain rapide, subtil même et ramassé, qui joint à la flexibilité féerique d'un Nerval, la promptitude et le faux détachement acide de Camille** ». Même si ses romans sont temporellement datés, l'écrivain voyageur a su créer un monde romanesque très personnel, en tout point conforme à son esprit et à ses sentiments, et comme tel est parvenu à assurer la pérennité de son œuvre. Les livres de Morand échappent au temps parce qu'ils participent d'une volonté – d'une vanité ? - d'échapper au déroulement implacable de celui-ci.

* **Paul Morand : Romans, Éd. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1596 pages, 62,50 euros. Prix de lancement jusqu'au 31 août 2005 : 55 euros.**



TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | | | |
|--|-----|---|-----|
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 | 5. Abonnement de soutien (un an) | 150 |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 45 |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 | 7. Outre-mer (un an) | 135 |
| 4. Abonnement de six mois | 70 | 8. Étranger (un an) | 150 |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
..... Tél.
Ville Code postal

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

Fajardie a toujours bien du talent

Dans la pauvreté lamentable qui caractérise la littérature française contemporaine, Frédéric H. Fajardie appartient au très petit groupe des écrivains véritables. Sûrement parce qu'il a quelque chose à dire et ne s'inquiète ni des diktats du politiquement correct ni de l'opinion des critiques qui font l'opinion. C'est pourquoi il est bon de lui prêter l'oreille. Avec estime. Avec sympathie. En dépit de nos divergences.

Tout sacrifier à un idéal

Lire Fajardie, c'est d'abord s'octroyer quelques heures d'un plaisir rare, et cela quel que soit le genre ou le thème abordé. Ainsi fait-il passer, depuis quatre ans, un grand souffle d'air frais sur le roman historique, n'hésitant pas à renouer



avec une veine populaire, au meilleur sens du terme, trop délaissée par les snobs. Après *Les Foulards rouges*, (un chef-d'œuvre) et *Le Voleur de vent* (également remarquable), voici *La Tour des Demoiselles*, dont le titre, déjà, possède une grâce infinie.

Pour ce troisième essai dans la lignée de Dumas et Féval, Fajardie délaisse la famille de Nissac, et le Cotentin pour l'Angoumois. L'on ne s'en désolera pas outre mesure, car Joachim, comte de Valençay et prince d'Adana, ressemble comme un frère à Loup et Thomas de Nissac, ayant avec eux en partage un fier dédain des bassesses communes, une bravoure sans faille, un idéalisme douloureux, enfin, tout ce qu'il faut pour, infailliblement, s'attirer la haine irrémédiable des lâches, des sots et des opportunistes. Donc, en cette année 1780, Joachim a des ennemis, et de redoutables, qui ne reculeront devant rien pour le détruire. Tandis que ce brillantissime officier de marine, commandant *La Terpsichore*, une frégate expérimentale dont il fut le concepteur, est en mer et livre aux Anglais une guerre aussi honorable que destructrice, d'autres, en France, s'acharnent à le frapper au cœur.

Qui est l'homme-sanglier, ce tueur qui vient d'assassiner le général d'Adana, père de Joachim, et d'enlever, avant de la supprimer d'horrible manière, Pauline de Flers à laquelle il était fiancé ? Travaille-t-il pour le roi d'Angleterre ? Poursuit-il une vengeance person-

nelle ? Mais pouvait-il, en ce cas, ignorer l'amour de Joachim pour Victoire de Flers, la jeune sœur de sa promise morte ? Prisonnier de sentiments inextricables, d'une conception de l'honneur et du devoir intransigeante, pris entre des aspirations démocratiques, et la conviction d'appartenir, par toutes ses fibres et sans retour, à un ordre du monde aristocratique dont il est l'ultime et le splendide produit, le prince d'Adana, héros pré-romantique par plus d'un côté, aura-t-il une envie de vivre suffisante pour lui permettre de triompher des obstacles, des complots et des détestations ?

En dépit d'un portrait forcé jusqu'à la caricature de Louis XVI, comment ne pas aimer ce nouveau personnage de l'univers de Fajardie, l'un de ces angoissés sublimes qui transcendent leurs terreurs au nom d'un idéal et sont prêts à tout lui sacrifier ? Sans une plainte.

Complot

Le commissaire Antonio Padovani est de la même espèce, ce qui, d'emblée, le rend fascinant. Héros récurrent d'une série noire où un humour déjanté se marie à une violence débridée, dans un détonnant cocktail, Padovani aura traversé trois décennies, souvent difficiles, en prenant quelques rides, en perdant beaucoup d'amis, encore plus d'illusions, mais en conservant le droit, pas si fréquent, de pouvoir encore regarder sa jeunesse dans les yeux sans mourir de honte et de regret. Dix ans séparent *Patte de velours*, publié en 1994 et réédité récemment en poche, de *Full Speed* paru en 2004. La même atmosphère, due à la qualité humaine de Padovani, y règne cependant, alors que l'équipe de choc, réservée aux coups très durs, affronte, une fois de plus, les pires tueurs.



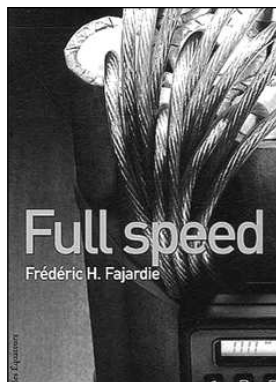
Patte de velours commence dans un incroyable festival de cadavres, occis dans des circonstances loufoques, de sorte que l'horreur se corrode dans un fou rire incoercible. Pas moins de vingt-deux machabées en quelques jours : présentateurs vedettes de la télévision, militant écologiste, magistrat et sa femme, braqueur russe... Quoi de commun entre tous ces gens ? Rien, hormis le très arriviste Axel Sloane, le jeune ministre qui monte, vite et haut, et dont l'ambition effrénée commen-

par
Anne BERNET

ce à effrayer son propre parti. Chargés de veiller à la sécurité de cet antipathique, Padovani et ses hommes ne vont pas tarder à se poser la question qui dérange : existe-t-il un complot visant à détruire Sloane ? Ou l'affaire est-elle beaucoup plus tordue qu'il y paraît ?

Terrorisme

Mauvaise fin d'année en perspective pour les vedettes de la Criminelle... Déjà lancés sur la trace d'un fou qui massacre des travestis, et sur celle du pervers à la rose noire, un pédophile assassin que Padovani est pressé d'épingler, d'autant qu'il a la certitude que sa dernière petite victime est encore en vie, il leur faut, dans un délai de cinq jours, mettre hors d'état de nuire les terroristes qui viennent de commettre un effroyable attentat sur la ligne du métro aérien. Plus facile à dire qu'à faire... Aucune revendication, aucune identification. Et en plus, une chargée de communica-



tion envahissante, une collègue allemande charmante pour laquelle Padovani se sent, pour la première fois depuis son mariage, une attirance mal contrôlée, et un gouvernement au bord de la crise de nerfs. Il ne reste qu'à foncer, *Full Speed*, à pleine vitesse.

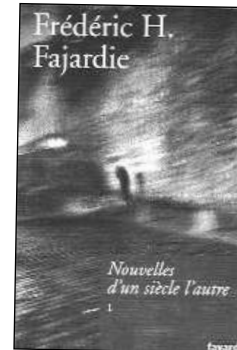
Terrible grandeur

S'il existe une recette Fajardie, un secret-maison propre à expliquer l'immense qualité de ses livres, sans doute faut-il le chercher dans ce mélange d'esprit militant, jamais trahi toujours assumé, en dépit de tous les problèmes qu'engendre une telle attitude, de colère, d'amour de la justice et de la liberté, associés à une tendresse désespérée, tragique, une quête des raisons d'être de l'humanité et de ses combats.

Dieu est absent du monde de Fajardie, dont les personnages sont abandonnés à eux-mêmes, et à un destin qui, sans espoir surnaturel, prend toute sa dimension d'horreur, d'injustice et de cruauté. De noblesse aussi, car cela ne dispense pas de se battre contre le sort, et de mourir les yeux ouverts sur la perspective du néant définitif. Cette grandeur-là, terrible, anime ces militants de la gauche extrême que Fajardie, dans ses nouvelles,

suit de la Révolution à nos jours.

Entre 1972 et maintenant, en sus des romans, trois cent cinquante textes ont été écrits et publiés, qui sont aussi un remarquable panorama de l'évolution de notre société, en même temps que de l'évolution personnelle de leur auteur. Souvent introuvables, ces *Nouvelles d'un siècle l'autre*



viennent d'être reprises en deux tomes. Le premier vient de paraître, l'autre sera commercialisé l'an prochain. Cette intégrale apparaît d'ores et déjà indispensable. S'il serait vain d'essayer de l'analyser dans le détail, au moins faut-il noter la constance des grands thèmes fajardiens : l'amour fou, à la vie à la mort, la solitude, et l'écho de ce cri d'Eschyle « **malheureuse humanité dont la destinée est si démesurée !** ». Quelques textes sur fond historique annoncent, dès les années 80, les romans d'aujourd'hui. Certes, il y a dans ces pages des opinions et des partis pris qui ne sont pas les nôtres, et qui hérisseront peut-être. Mais je l'ai déjà dit, Fajardie a nuancé nombre de ses jugements, c'est le propre de la maturité, et rien ne serait plus stupide que de se priver, pour un propos qui froisse, de ce qu'il y a de grand, de beau, de proche et de fraternel dans son œuvre.

Duels à mort

Parmi les textes repris, se trouvent en entier deux recueils qui contiennent chacun de petits chefs-d'œuvre. *La mare du petit malheur*, qui a donné son titre au volume, est, en dépit des apparences, l'une des rares nouvelles optimistes et dotée d'un dénouement heureux d'une œuvre qui, en général, s'achève dans le sang et l'irréversible.

Une autre de ces nouvelles, *Hurlevent*, histoire d'un journaliste trop libre chassé de la grande presse et condamné à faire du porte à porte pour un éditeur miteux, se termine également selon les désirs du lecteur, et non selon cette fatalité antique et exterminatrice qui préside d'ordinaire au choix de Fajardie. Cela ne signifie point que ces duels à mort avec une société corrompue, ces batailles perdues d'avance du pot de terre contre le pot de fer ne soient pas de grands textes. Au contraire.

Vengeance et grandeur

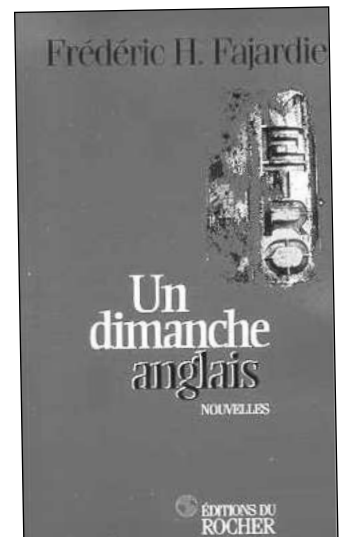
Le loup par les oreilles est du même esprit, avec de temps à

autre, comme une lueur d'espoir dans un océan de ténèbres, une petite victoire de la justice, de la beauté, du courage et de la tendresse. Mais si fragile qu'on en pleure d'avance.

Plus tardif, *Un dimanche anglais* appartient à une autre période, succulente en tous points d'ailleurs, où Fajardie se laisse aller à des dévouements vengeurs et grandioses. Ou succomba au désir que les choses s'arrangent, pour un temps au moins, en faveur de ses personnages. C'est le cas de *De fusilleur en fusilleur*, titre qui résume à la perfection le parcours de son jeune héros, fils d'un communard et qui périra lui-même sous les balles nazies, mais, dans l'intervalle, aura goûté, pour une fois, à quelque chose ressemblant au bonheur.

Le glaive contre la vulgarité

Viennent en contre-partie des textes qui ne sont pas des fictions, mais des évocations, poignantes d'amour et de beauté, des parents de l'écrivain, et de ces souvenirs d'enfance que la mort d'un père et d'une mère rendent un jour si intolérables.



Enfin, et pour conclure, signalons une dernière nouvelle, *Le chouan et le général*, confrontant un officier royaliste et un bleu, tous deux convaincus de n'avoir plus leur place dans le monde en train de se créer autour d'eux et soudain conscients, malgré leur combat opposé, d'être, et définitivement, dans le même camp : celui où « **les hommes, avant d'être partisans, savent lever le glaive contre la force, la bêtise et la vulgarité.** » ■

* *La tour des Demoiselles*. Éd. J.C. Lattès. 350 p., 19 euros (124,63 F).

* *Patte de velours*. La petite vermillon. La Table Ronde. 290 p., 8,50 euros (55,76 F).

* *Full Speed*. Éditions des Équinoxes. 250 p., 18 euros (118,07 F).

* *Nouvelles d'un siècle l'autre*. Éd. Fayard. 1020 p., 29 euros (190,23 F).

* *La mare du petit malheur*. Éd. Durante. 150 p., 15,09 euros (99 F).

* *Le loup par les oreilles*. Éd. du Rocher. 160 p., 13,57 euros (89 F).

* *Un dimanche anglais*. Éd. du Rocher. 280 p., 18,29 euros (120 F).

CHARMES ET SECRETS

Comment pourrions-nous nommer les catholiques fidèles, simplement dévoués à leur héritage ou à leur choix personnel et singulier, dans notre bon pays de France ? Les termes sont nombreux, mais on n'en voit guère qui aient la pleine, entière et immédiate faveur des intéressés. "Traditionaliste" semble

"Nation" n'est pas un apport de la révolution jacobine. On connaît le mot dès le Moyen-Âge.

exclure plus ou moins l'initiative ; "bien-pensant" a l'air d'une raillerie amicale ou dédaigneuse ; "conservateur" suggère un immobilisme figé et respectueux de notions étrangères à la spiritualité ; on a fait à "intégriste" une réputation d'agressivité grinçante.

Je me proposerai aujourd'hui de réhabiliter le qualificatif de "nationaliste", non pour en faire un brevet de religion, mais dans l'espoir de faire sentir les mérites d'une notion qui, si elle ne prétend pas être un bienfait suprême de l'Esprit-Saint, offre cependant au croyant sincère des chemins et des perspectives profitables.

Hérésie ?

J'ai toujours ressenti, et tout dernièrement encore, une irritation sensible en entendant ou en lisant des condamnations, des imprécations qui laissent supposer que tout nationalisme est hitlérien par essence, massacreur sadique ou tout au moins créateur de géolés innombrables et proliférantes. Tout "nationalisme" ne saurait représenter, aux dires de certains chrétiens revendiquant un brevet d'innocence spirituelle, qu'une hérésie et une maladie contagieuse.

Un des arguments de ces bons apôtres est que le mot "nation" a été un apport essentiel de la révolution jacobine de 1789 : or en fait, on le connaît dès le Moyen-Âge, où il désignait parfois la province originelle d'un étudiant ou d'un mar-

chand. "Nation" est parent du verbe "naître" et lié à l'idée de naissance, à ce "droit de naître" qui est aussi celui de croître, de grandir dans une vocation et une fidélité essentielle. "Nation" engendre "culture", avec tout ce que ce mot implique de soins attentifs et pieux, agricole, horticole, comme le champ légué par le laboureur à ses enfants, ou comme le simple pot de géranium placé par Margot sur le rebord de sa fenêtre. Ces images valent toujours pour les sens figurés et les acceptions les plus nobles de la culture.

Des trésors enfouis

Quitte à choquer des âmes candides, j'oserais proclamer les parentés culinaires, gastronomiques, du nationalisme français : les "recettes de grand-mère", ou les "appellations d'origine contrôlée". Le plat longuement mijoté et les vineux nectars vieillis en cave impliquent également une expérience et une histoire. Une sagesse ironique reçue en héritage correspond à un "ruralisme", à une prudence de terroir qui conserve l'ambiance des sanctuaires agrestes et l'empreinte des vieux villages. Ces traits essentiels de nature, loin d'être favorables à quelque défilé hurlant de reîtres casqués et bottés, se réfèrent aux tendres réveils de nos mémoires, et aux noms mêmes des bourgs de jadis dont nous répétons la cantilène.

En une page étrange de Quatre-vingt-treize, Victor Hugo évoque dans les âmes humaines « des profondeurs insoupçonnées », des mouvements venus du tréfonds et soudain réveillés. Notre nationalisme se réfère peut-être à des trésors enfouis depuis le Moyen-Âge, depuis Cro-Magnon, qui sait ? Il se remémore à tel ou tel instant Montaigne, Nerval, Anatole France lui-même qui déclarait à un visiteur : « Et ne croyez-vous pas que Maurras a raison ? » Les gens qui croient mériter un prix de vertu en stigmatisant le nationalisme français ne méritent à notre avis que le bonnet d'âne.

■ Nous rappelons dans chacun de nos numéros les ouvrages des maîtres de l'Action française pour en faire ressortir toute l'actualité. Nous encourageons ainsi nos lecteurs à lire ou à relire ces ouvrages pour approfondir leur formation politique.

Ouvrages déjà présentés

dans le Trésor de l'Action française

● **Charles Maurras** : *Anthinée* (3/3/2005), *Au signe de Flore* (16/9/04), *L'avenir de l'intelligence* (7/10/04), *La Contre-Révolution spontanée* (17/2/05), *La Démocratie religieuse* (5/5/2005), *De Démos à César* (17/3/04), *Le dilemme de Marc Sangnier* (19/5/05), *Kiel et Tanger* (16/12/04), *Mes idées politiques* (4/11/04), *Trois idées politiques* (2/12/04).

● **Jacques Bainville** : *Les conséquences politiques de la paix* (6/1/2005), *Histoire de deux peuples* (7/7/2005), *Histoire de France* (21/10/04), *Napoléon* (7/4/05).

● **Léon Daudet** : *Bréviaire du journalisme* (16/6/05), *Le stupide XIX^{ème} siècle* (21/4/2005), *Les Universaux* (18/11/04), *Vers le Roi* (20/1/2005).

● **Augustin Cochin** : *Les sociétés de pensée et la démocratie moderne* (3/02/05).

● **Léon de Montesquiou** : *Le système politique d'Auguste Comte* (2/6/2005). Si vous désirez vous procurer tel ou tel de ces ouvrages vous pouvez interroger la librairie Le Pélican Noir, 94220 Charenton (Tél : 08 70 69 90 82 - pelican@pelican-noir.com).

La Révolution française de Pierre Gaxotte

par **Michel FROMENTOUX**

« dans la guerre, ni dans les journées de la Révolution, mais dans la dissolution et le retournement des idées. Émeutes et massacres n'en seront que la traduction éclatante et sanglante. Quand ils auront lieu, le mal sera depuis longtemps accompli. »

Crise de l'autorité

Gaxotte expose alors la "doctrine" révolutionnaire dont Fénelon, en inspirant aux rois le dégoût de leur propre pouvoir, avait été le précurseur (« **Le roi de Fénelon est condamné au ciel et à la guillotine, après avoir, la main sur la conscience, fait le malheur de ses sujets et conduit son peuple à la défaite et à l'anarchie.** ») Ce fut ensuite la prédication individualiste des "Philosophes" insinuant le doute sur



Pierre Gaxotte de l'Académie française

toutes les traditions, propageant la naturalisme et l'athéisme, se gargarisant d'abstractions et de formules déclamatoires, exaltant la vertu telle qu'elle devrait parler en chaque homme dépouillé de l'acquis de la civilisation et revenu au merveilleux "état de nature"... Il fallait en somme « **régénérer** » le citoyen, au besoin l'y contraindre, car alors « **sa mauvaise volonté est un crime contre la Vertu** ». Outre le fait que ces apprentis-sorciers justifiaient dès 1750 la Terreur de 1793-94, Gaxotte, à la suite de Taine, montre que ces "beaux esprits" étaient organisés : loges, sociétés littéraires, académies, plus tard les clubs, fabriquaient sans cesse des initiés inventant la dynamique de groupe et "faisant" l'opinion.

Ainsi bien vite, les détenteurs de l'autorité, et jusqu'au roi lui-même, se mirent à douter de l'utilité du commandement et dès lors la crise financière de l'État était devenue, à la veille de la Révolution, insoluble. Une réforme s'imposait ; on préféra l'aventure d'une révolution... Le mélange de prétentions archaïques chez les privilégiés et d'inepties philoso-

phiques chez les intellectuels ne pouvait que devenir explosif. Dure réalité qui éclata dès l'ouverture des fameux États généraux où les représentants du peuple – des phraseurs, des idéologues, des hommes de salon, des avocats sans cause, des curés athées – élus hors des réalités vivantes, s'érigeant bientôt en représentants de la nation face au roi qui en avait toujours été la tête, mirent en moins de six semaines tout l'édifice financier par terre. Ils avaient bien d'autres soucis...

L'enchaînement des conséquences

Les chapitres suivants, impeccablement charpentés, toujours précis, jamais rébarbatifs, ne font que révéler de 1789 à 1799 l'inexorable enchaînement des conséquences du dévergondage intellectuel et moral. De l'émeute en quelque sorte légitimée par le roi lui-même qui par bonté se lia lui-même les mains en saluant le Paris révolté trois jours après le 14 juillet, aux déclamations sentimentales et larmoyantes des orateurs de la Constituante qui allaient devenir des bêtes assoiffées de sang sous la Convention..., Pierre Gaxotte, au rythme des Journées où s'enterraient les illusions, montre que la terreur et ses atrocités ont été, non seulement en 1793, mais dès juillet 1789, le développement implacable des idéologies désincarnées ayant toute liberté pour fondre sur le peuple démoralisé, dès lors que son protecteur naturel, le Roi, était ligoté, paralysé, avant d'être immolé sur l'autel du "peuple souverain" ; « **Sur le grand peuple qui se tait, règne le petit peuple qui parle, les Jacobins.** »

On peut lire et relire ces pages sans jamais se lasser ; nous les recommandons tout spécialement aux étudiants en ce début de vacances. Elles sont un modèle de clarté, de concision, parfois d'ironie mordante, car l'auteur ne craint pas de tremper sa plume dans l'encre de Voltaire (pour le style seulement, bien sûr...) Quand à la fin du cataclysme, survint le 18 brumaire, début de la dictature napoléonienne visant à concilier le besoin (enfin revenu) d'autorité et l'idéologie démocratique, ce fut, dit Gaxotte, un « **expédient de théoriciens aux abois** ». C'est, hélas, sur cet expédient que la France vit depuis plus de deux siècles, titubante et jamais satisfaite, faute d'avoir eu le courage de chasser définitivement les idéologies mortelles et de revenir à son Roi.

* **Pierre Gaxotte : La Révolution française, Texte de 1962, présenté, annoté et rééd. par Jean Tulard. Éd. Complexe, Bruxelles, 1987.**



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



DANS NOTRE COURRIER

Légitimité

La victoire fut belle, mais comment l'exploiter, ne pas la laisser s'estomper ?... Un mois plus tard, on n'entend déjà plus guère que les partisans du oui qui cherchent un moyen de châtier les garnements déboussés que nous fumes !

La victoire fut belle, mais comment ne pas laisser oublier qu'elle fut d'abord notre œuvre... même si ceux d'en face ont eu un sursaut national. Comme souvent, l'Action française a su fédérer les mécontents ; pourrions-nous cette fois maintenir la poussée pour renverser l'édifice vermoulu ?

Quelle légitimité peut avoir un Premier ministre nommé par un président lui-même illégitime, désavoué par le "pays réel" ? Il y a là contradiction de principe... le régime baffouille lui-même les principes sur lesquels il prétend se fonder !

Plus que jamais, c'est là que réside d'évidence le cœur du problème.

Aussi longtemps que la France ne sera pas replacée dans son assiette naturelle et royale, elle sera condamnée à dériver.

Un prince légitime ne nous aurait pas entraînés dans une telle aventure dénaturante !

Un prince capétien n'aurait jamais oublié qu'il est "empereur en son royaume" et qu'il n'a pas à préparer son peuple à une soumission extérieure !

Ce n'est qu'en identifiant ses destinées à ce principe de légitimité fondamentale que la France trouvera son salut. Puissions-nous y contribuer dans la mesure de nos moyens !

Raymond LOR
Rosny-sous-Bois
(Seine-Saint-Denis)

LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCE

● Nous sommes heureux d'apprendre la naissance de **Jacques**, fils de nos amis M. et M^{me} Yann **RAISON du CLEZIOU**, à Paris le 3 juin 2005. Le nouveau-né représente la cinquième génération d'Action française dans sa famille. Son arrière-arrière-grand-père Alain Raison du Cleziou fonda en effet la première section d'A.F. en Bretagne avant la guerre de 1914.

Le baptême aura lieu le 17 septembre 2005 en l'église Saint-Aignan de Coulmiers (Loiret).

Nous adressons nos chaleureuses félicitations aux parents avec nos vœux pour leur fils.

DÉCÈS

● Nous avons appris avec peine la mort de notre ami fidèle, le **docteur Guy PIGÉ**, retourné à Dieu muni des sacrements de l'Église le 11 avril 2005 dans sa 93^e année, à Paris 12^e.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Éloi le 14 avril, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à Châlaute-la-Petite (Seine-et-Marne).

Nous prions ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de croire à notre profonde sympathie et à l'assurance de nos prières pour le repos de l'âme du docteur Pigé.

53^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'ACTION FRANÇAISE
TOUS AU CAMP MAXIME REAL DEL SARTE !

Sur l'aimable invitation et avec la présence effective de S.A.R le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, l'université d'été de l'Action française rassemblera lycéens, étudiants et jeunes travailleurs au château de Lignières (Cher) du mercredi 24 août au jeudi 1^{er} septembre 2005. Un programme d'études est prévu.

* Prix : 120 euros.

* Renseignements et inscriptions à l'Action française - CMRDS,
10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris.

Journée Portes ouvertes
Samedi 27 août
Château de Lignières (Cher)

● 10 heures : Les nouveaux enjeux des collectivités locales. Débat avec des élus locaux royalistes.

● 10 h 30 : La Résistance royaliste en Berry (François-Marie FLEUTOT).

● 12 h 30 Déjeuner – Stands.

● 15 heures : Allocutions de Pierre PUJO et Jean-Philippe CHAUVIN.

● 17 heures : Cérémonie au monument dédié à tous les morts pour la France à Saint-Hilaire en Lignières. Apéritif et dîner.

* Participation aux frais : 15 euros. – Inscriptions au 01.40.39.92.06

DEUXIÈME FÊTE DE JEANNE D'ARC À QUÉBEC : VICTOIRE !

■ En marche vers une tradition, nous avons fêté à nouveau sainte Jeanne d'Arc cette année. Nous avons décidé de déplacer la cérémonie au samedi, puisque le vote sur le référendum à propos de la Constitution européenne avait lieu ce jour-là au consulat de Québec et le lendemain en France. Comme une demande d'intercession...

La température était maussade et, comme l'an passé, nous n'avions pas eu beaucoup de temps à consacrer au bouche à oreille cette année parce que certains d'entre nous avaient eu fort à faire pour préparer la célébration de la fête nationale du Québec dans un quartier de la ville. Malgré tout, les amis répondirent et nous nous retrouvâmes presque aussi nombreux que l'an passé. Un bon début !

La cérémonie suivit le modèle de celle de l'an passé : rassemblement devant la statue équestre de Jeanne sur les Plaines d'Abraham, petit laïus de votre servi-

teur, dépôt d'une gerbe et invitation à l'an prochain. Compte tenu du contexte politique français, je mis cette année l'accent sur le référendum et sur le souhait d'une France libre et indépendante à l'abri d'un super-État européen, citant, notamment, un article de *L'Action Française* reçu peu de temps auparavant. Pour nos amis québécois, toujours nombreux, je traçai un bref parallèle entre Jeanne d'Arc et Madeleine de Verchères qui sut aussi se dépasser pour défendre le fort de son père et protéger la colonie naissante. « J'éprouvais, disait-elle comme Jeanne, que quand Dieu donne des forces il n'y rien d'impossible. »

Le vote du lendemain en France le démontrait et dut sûrement combler le cœur des participants de la petite cérémonie de la veille... À l'an prochain !

Henri RALLON
(Québec)

Philippeville-
El Alia
Souviens-toi...
(1955-2005)

Ce samedi 20 août, à 17 heures une messe sera célébrée en la chapelle de la Visitation (place Sainte-Claire, Vieux Nice) à la mémoire des quelque quatre-vingts victimes de la sauvage agression menée il y a cinquante ans de cela par le F.L.N. à la fois contre Philippeville et le proche centre minier d'El Alia.

L'accès en voiture à la chapelle Sainte-Claire par les montées du vieux Nice étant aléatoire, il est conseillé de s'y rendre de préférence par le "Château" où il est possible de stationner. Les automobilistes de bonne volonté sont priés de se signaler au numéro 04.93.51.10.14 (répondeur).

Non « ...le fil n'est pas coupé » (Saint Augustin).

Plaidoyer pour les Tuileries

■ Maurice Druon, membre de l'Académie française, écrit dans le Figaro (15 juillet et 16-17 juillet) une longue lettre au Premier ministre pour lui demander de faire reconstruire le château des Tuileries. Un projet qui est "dans l'air" depuis plusieurs années et dont l'académicien démontre à la fois l'intérêt et la faisabilité

Le château des Tuileries fut incendié par les communards le 23 mai 1871 et les parlementaires, dans leur aveuglement, décidèrent en juin 1882 de le détruire. Pourtant « les murs, noircis mais intacts et donc parfaitement réutilisables » subsistaient. Aujourd'hui, les fondations sont encore en place et faciliteraient une reconstruction.

Pour quel usage reconstruire les Tuileries ? Maurice Druon a une idée judicieuse : pour y rassembler les services des Affaires étrangères que l'on se propose aujourd'hui de disperser à la périphérie de Paris. Un palais chargé d'histoire ressuscité pour y abriter les fonctionnaires du Quai d'Orsay devenu trop étroit, voilà qui servirait le prestige de notre diplomatie !

Un Comité national pour la reconstruction des Tuileries a été constitué en 2002 et rassemble des personnalités de poids. Le coût de l'opération : 300 millions d'euros que l'État n'aurait pas à déboursier « si le Comité national se transformait en fondation et ouvrait une souscription nationale et internationale ». On pourrait aussi faire appel au mécénat d'entreprise et même à la générosité individuelle des Français qui seraient invités à verser leur obole « dans un mouvement de patriotisme transcendant ».

Bonne chance, Maurice Druon, et que M. de Villepin daigne vous écouter !

P.P.

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

DIRECTOIRE

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT :
STÉPHANE BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE LAFARGE
DÉLÉGUÉ AUX ÉTUDIANTS :
THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION :
Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :

MEMBRES ACTIFS (32 □),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 □),
BIENFAITEURS (150 □)

Les bureaux de
**L'ACTION
FRANÇAISE
2000**
et du
**Centre royaliste
d'Action française**
seront fermés
du samedi 5 août
au lundi 15 août 2005.

Réouverture
le 16 août au matin.

PAS DE VACANCES
POUR
LA PROPAGANDE !

Profitez de l'été pour faire connaître l'Action française et ses idées :

● Demandez L'Action Française 2000 à la Maison de la Presse de votre lieu de villégiature (nous téléphoner si vous ne la trouvez pas) ;

● Faites lire L'Action Française 2000 autour de vous et proposez un abonnement d'essai gratuit de deux mois ;

● Mieux : recrutez des abonnés. Beaucoup de sympathisants d'Action française ne sont pas abonnés. Faites leur observer que le journal est le pilier central de toutes les activités d'A.F. et qu'il est un lien entre tous les amis de notre mouvement ;

● Vendez le journal à la criée dans votre lieu de villégiature en nous commandant à cet effet des exemplaires :

ACTION FRANÇAISE,
M^{me} Monique Lainé,
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01-40-39-92-06

LA STÈLE DE MARIGNANE

L'Algérie française toujours persécutée

Elles ont montré bien de la patience, les quelque huit cents personnes qui, en ce matin ensoleillé du 6 juillet, étaient rassemblées à l'entrée du cimetière Saint-Laurent de Marignane. Elles étaient venues dès avant 9 heures

En interdisant l'inauguration de la stèle dédiée aux combattants de l'Algérie française, le pouvoir a montré une fois de plus sa lâcheté.

pour assister à l'inauguration d'une stèle dédiée aux combattants de l'Algérie française comme il en existe déjà une à Perpignan, à Béziers et à Théoule. Cependant, les portes du cimetière étaient closes et dix autocars de C.R.S. (deux compagnies) dissimulés derrière un rideau d'ifs en empêchaient l'accès. Le préfet avait interdit la cérémonie et l'on attendait l'issue d'un "référé liberté" qui avait été déposé le matin même devant le tribunal

administratif de Marseille par les organisateurs.

Durant plus de trois heures, l'assistance est demeurée debout, en plein soleil, attendant l'ouverture des portes. Seul M. l'abbé Guépin, en soutane, a été autorisé à célébrer sa messe – avec un serviteur – à l'intérieur du cimetière après avoir retiré son béret de para...

Dans ce public bon enfant, beaucoup de pieds-noirs se retrouvaient et échangeaient des souvenirs sur fond sonore de chant des cigales. Parmi les personnalités présentes, on remarquait M^{me} Marie-France Stirbois, M. Papadacci, Joseph Hattab Pacha, Roger Holeindre, Romain Marie, Pierre Sidos, Stéphane Durbec, M. et M^{me} Pouységur, etc., des fidèles de toujours de l'Algérie française. Des drapeaux tricolores dominaient la foule et de très nombreuses gerbes traçaient un chemin de fleurs devant l'entrée du cimetière.

L'arrêté confirmé

À midi, Jean-François Collin, président de l'A.D.I.M.A.D. (Association amicale pour la défense des

par
Pierre PUJO

intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française) prenait la parole et rendait compte de la procédure de référé qu'il avait engagée le matin même. La décision du tribunal était, hélas, négative : l'ar-

faits en parlant de « l'échec des discussions préalables menées par la préfecture », alors que celle-ci s'est dérobée précisément à toute discussion avec les représentants de l'A.D.I.M.A.D. Le juge lui-même a refusé d'entendre le représentant de l'association plaignante. Voilà comment on traite dans la France d'aujourd'hui des patriotes organisant une cérémonie du souvenir !



La stèle érigée à Marignane

rêté du préfet était confirmé et il fallait renoncer à la cérémonie projetée. « **Nous ne sommes pas des Français comme les autres, s'écriait M. Collin. On nous interdit d'honorer nos morts.** »

De fait, depuis quelques semaines, le M.R.A.P. et d'autres officines du même acabit avaient lancé une campagne largement relayée par les médias pour protester contre l'érection de la stèle de Marignane en réclamant l'interdiction de son inauguration. Sans grand succès d'ailleurs. Samedi 2 juillet, leur manifestation n'avait réuni que 70 personnes, et, le 6 juillet, il n'y avait sur place que six opposants à la cérémonie même ! C'est ce que le préfet, dans les considérants de son arrêté, appelle « **un risque sérieux et grave de troubles à l'ordre public** » ! Mais la consigne était venue de haut. M. Sarkozy avait décidé de jeter en pâture à la gauche les morts de l'Algérie française. Le préfet avait donc interdit la cérémonie mais n'avait pris son arrêté que dans la nuit du 5 au 6 juillet escomptant ainsi empêcher un recours devant le tribunal. Mais dès 8 h 30 du matin, un "référé liberté" était déposé par M. Collin, dénonçant l'atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de manifestation.

Le tribunal, hélas, n'a rien voulu entendre et s'est rangé du côté du préfet, n'hésitant pas à travestir les

voqué jusqu'au bout les fidèles de l'Algérie française...

Un déjeuner de 350 personnes était organisé dans un autre quartier de Marignane par l'A.D.I.M.A.D. Le maire de la ville, Daniel Simonpieri, l'a présidé. Vivement applaudi, il a rappelé qu'il avait concédé le terrain pour l'érection de la stèle, mais il a déploré son impuissance à empêcher l'interdiction de son inauguration. Albert Santoni, ainsi que la *Joyeuse Garde* ont animé avec talent de leurs chants le repas. On a senti une très forte cohésion entre tous les fidèles de l'Algérie française, en dépit de la déconvenue qu'ils avaient subie le matin en raison du comportement ignoble du pouvoir.

Œuvre historique

L'hypocrisie du gouvernement aura été flagrante jusqu'au bout. Ainsi, M. Mekachera, ministre des Anciens Combattants, devait déclarer le 6 juillet que « **ce projet [de stèle] choque légitimement tous ceux qui sont attachés à l'œuvre historique du général De Gaulle** ». Or De Gaulle n'est nullement mis en cause dans le monument controversé. À moins que la liquidation de l'Algérie française et l'installation du F.L.N. en Algérie doivent être mis au crédit du général et que l'on doive condamner ceux qui ont tenté de s'y opposer.

Il est paradoxal que M. Chirac et son gouvernement rejettent la politique de De Gaulle en abdiquant la souveraineté française en Europe mais se souviennent de lui pour défendre son rôle dans l'abandon de l'Algérie française. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a, paraît-il, des ambitions pour 2007. Les pieds-noirs et leurs amis sauront se souvenir de sa lâcheté à Marignane.

En attendant, la stèle est en place. Elle rappellera à tous les visiteurs du cimetière que des hommes ont fait le sacrifice de leur vie pour conserver à la France sa province d'Algérie.



L'affluence fut au rendez-vous pour rendre hommage aux combattants de l'Algérie française

LA VÉRITÉ SUR L'O.A.S.

Le soir du 6 juillet, TF1 rendait compte de la journée de Marignane en attribuant l'érection de la stèle controversée aux « nostalgiques de l'O.A.S. ». C'était là recourir à une expression doublement péjorative : "nostalgique" évoquant des gens tournés vers le passé (mais toute manifestation du souvenir n'est-elle pas tournée vers le passé ?) et "O.A.S." rappelant une organisation clandestine que, depuis plus de quarante ans, les médias s'appliquent à diaboliser.

Il faut souligner que l'O.A.S. (Organisation Armée Secrète) est née de l'échec de la tentative de putsch généraux en avril 1961. Elle a réuni les éléments les plus déterminés à défendre l'Algérie française contre la trahison de plus en plus manifeste du pouvoir gaulliste résolu à livrer l'Algérie au F.L.N. Ses membres ont pu commettre des erreurs. Elle n'en a pas moins exprimé un sursaut patriotique justifié. Son combat n'était pas dirigé contre les Algériens musulmans mais contre le F.L.N. et ses complices.

On peut déplorer qu'une organisation clandestine ait dû recourir au terrorisme pour défendre une population promise à être livrée aux couteaux des égorgeurs ; ce n'est pas elle qui avait provoqué la guerre civile.

La stèle de Marignane, en tout cas, n'a rien d'un monument exaltant la guerre civile. Elle se borne sobrement à célébrer les « combattants tombés pour que vive l'Algérie française ». Ils furent 113.



La gerbe déposée par l'Action française